

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1929 — N° 9

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
des rapports entre la victime et l'assureur
de responsabilité

Etude spéciale de l'action directe

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 16 Décembre 1929

par

CHARLES SULTANA

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'ALGER

Né à Souk-Ahras le 6 Janvier 1907

JURY DE LA THÈSE :

MM. MILLIOT.....	Président.
CHAUVEAU.....	} Suffragants.
STÉFANI.....	

ALGER
IMPRIMERIE "LA TYPO-LITHO"

1929

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE 1929 — N° 9

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
des rapports entre la victime et l'assureur
de responsabilité

Etude spéciale de l'action directe

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 16 Décembre 1929

par

CHARLES SULTANA

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT D'ALGER

Né à Souk-Ahras le 6 Janvier 1907

JURY DE LA THÈSE :

MM. MILLIOT.....	<i>Président.</i>
CHAUVEAU.....	} <i>Suffragants.</i>
STÉFANI.....	

ALGER
IMPRIMERIE "LA TYPO-LITHO"

1929

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. MORAND, O. ✱, I. ☼.	Doyen, Professeur du Droit musulman.
THOMAS, ✱, I. ☼.....	Assesseur du Doyen, Professeur de Droit romain.
PELTIER, I. ☼	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MALLARMÉ, I. ☼.....	Professeur de Droit administratif, en congé.
CHAUVIN	Professeur d'Economie politique, en congé.
MILLIOT A., ☼.....	Professeur de Législation algérienne, tunisienne et marocaine.
BIENVENÜE, ☼	Professeur de Droit public.
CHAUVEAU	Professeur de Droit commercial.
LEBRET	Professeur de Droit criminel.
GAFFIOT	Professeur d'Economie politique.
STÉFANI	Agrégé.
VIARD	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS, I. ☼	Chargé des fonctions d'agrégé.
DUPOND, ☼	Chargé des fonctions d'agrégé.
BRETON	Chargé des fonctions d'agrégé.
FRÉJAVILLE	Chargé des fonctions d'agrégé.
BOUSQUET	Chargé des fonctions d'agrégé.
GÉRARD, I. ☼	Professeur honoraire.
TESTAUD, I. ☼	Professeur honoraire.



JURY DE LA THESE :

MM. MILLIOT	<i>Président.</i>
CHAUVEAU	} <i>Suffragants.</i>
STÉFANI	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MEMOIRE DE MA GRAND'MERE

A MON GRAND-PERE

A MES PARENTS

A MES FRERES

Je dédie cette thèse.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il existe deux sortes d'assurances : l'assurance directe ou de réparation, l'assurance indirecte ou de responsabilité. Au cas d'assurance de réparation, la victime du sinistre est le bénéficiaire de l'indemnité. Il y a eu préjudice certain et l'on veut, en s'assurant, faire en sorte que le préjudice soit réparé. On peut donc dans ce cas fixer une limite à l'engagement de l'assureur, qui ne sera tenu que jusqu'à concurrence de la valeur de la chose. Au contraire l'assurance indirecte a un caractère nettement préventif en ce sens qu'elle a pour but d'éviter à l'assuré des poursuites en dommages intérêts que pourra tenter un tiers lésé par les agissements de l'assuré ou par ceux de ses préposés. Dans l'assurance de responsabilité nous sommes en présence de trois personnes, l'assureur, l'assuré et le tiers victime, alors que dans l'assurance de réparation la personne de l'assuré se confond avec celle de la victime. Nous pouvons conclure qu'en matière d'assurance de responsabilité le contrat d'assurance ne commence à produire effet qu'au moment où la victime actionne en justice l'assuré. L'intervention du tiers est donc la condition suspensive du jeu de la convention d'assurance. Le champ d'application de cette variété d'assurance est donc illimité. Tous les cas de res-

pensabilité, non seulement ceux prévus par les articles 1382 et suivants du Code civil, mais aussi d'autres espèces, telles que la responsabilité de l'aubergiste (art. 1952), celle du locataire (art. 1733), celle du déposant (art. 1927) sont comprises dans cette sorte d'assurance. Elle touche aussi bien à la responsabilité délictuelle qu'à la responsabilité contractuelle.

Nous avons fait ressortir les traits essentiels et distinctifs de l'assurance de responsabilité. En premier lieu cette assurance se caractérise par son but préventif; en deuxième lieu l'intervention d'un tiers est nécessaire pour que le contrat joue; en troisième lieu il faut que la menace redoutée par l'assuré ait un caractère pécuniaire. Enfin il doit exister une raison à cette menace : nous la trouverons dans le dommage résultant soit de la faute de l'assuré, soit de son fait ou de celui de ses préposés.

L'Association française des Assurances sociales donne de l'assurance de responsabilité la définition suivante. (Projet loi de 1904 sur le contrat d'assurance, voir rapport de M. DUPUICH, décembre 1907). « L'assurance de responsabilité est le contrat par lequel l'assureur s'oblige à garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers, au regard desquels la responsabilité de cet assuré se trouve engagée à raison d'un fait dommageable prévu par le dit contrat. » Cette définition serait parfaite si elle mentionnait à côté du « fait », la faute de l'assuré. C'est pour cette raison que nous accordons nos préférences à la défini-

tion donnée par MM. COLIN et CAPITANT (1). « L'assurance de responsabilité a pour effet de garantir l'assuré contre les réclamations pécuniaires des tiers à l'égard desquels sa responsabilité peut être engagée à raison d'un fait dommageable déterminé. » (Accident causé à autrui, incendie, faute commise dans l'exercice des fonctions, risque professionnel, etc.).

L'assurance de responsabilité définie, il nous sera facile de poser et de délimiter exactement le sujet que nous nous proposons de traiter. En matière d'assurance de responsabilité nous sommes en présence de trois personnes : l'assureur, l'assuré et la victime.

D'autre part le contrat d'assurance ne joue que du moment où le tiers victime poursuit l'assuré. C'est donc que l'indemnité versée par l'assureur doit bénéficier au tiers lésé, bien que l'assurance ait été contractée dans l'intérêt de l'assuré (cet intérêt étant de se garantir contre les poursuites en dommages-intérêts). En toute équité on devrait conclure que le montant de l'assurance doit aller directement et intégralement à la victime. L'assuré n'aurait pas à se plaindre puisque le risque qu'il courait a été couvert. La situation en pratique se présente telle que nous la décrivons lorsque l'assuré est in bonis. Mais supposons au contraire que l'assuré soit insolvable ou, qu'étant commerçant, il soit déclaré en faillite. Le raisonnement juridique va nous mener à la conclusion sui-

(1) Cours élémentaire de Droit civil français, tome 2, p. 681, 5^e édition, 1929.

vante: l'indemnité versée par la Compagnie tombe de plein droit dans le patrimoine du débiteur, l'assuré. Ce patrimoine étant le gage général de tous les créanciers (art. 2092 C. civ.) il s'ensuivra que la somme qui devait bénéficier exclusivement à la victime sera partagée au marc le franc entre tous les créanciers de l'assuré; la victime n'ayant aucune situation privilégiée recevra seulement un dividende au prorata de sa créance. Ceci est d'autant plus choquant en effet que les créanciers de l'assuré n'ont pas à se plaindre. Si ce dernier n'avait pas été assuré, la victime créancière aurait été colloquée comme les autres sur l'actif de la faillite. En second lieu et surtout les créanciers de l'assuré vont profiter de la faute de leur débiteur. Il y aura là un enrichissement injuste effectué au détriment de la victime. Si l'assuré est déclaré en faillite ou est en état de liquidation judiciaire, la victime n'ayant pas de privilège et ne pouvant agir que par la voie oblique de l'art. 1166 C. civ., les règles du Code de Commerce et la loi du 4 mars 1889 s'appliqueront. Dès lors les actions compétant au failli ou au liquidé judiciaire (dans notre hypothèse, l'assuré) ne peuvent plus être exercées que par le syndic ou le liquidateur. Si donc, l'auteur du sinistre étant commerçant est déclaré en faillite ou a obtenu le bénéfice de la liquidation judiciaire depuis l'avènement de ce sinistre il n'est pas possible à la victime de se prévaloir de l'action qui appartenait à cet assuré contre la Compagnie qui a garanti le sinistre. Le législateur ne s'est pas préoccupé de la situation durant tout le

cours du XIX^e siècle. Deux lois cependant, celle du 19 février 1889 (assurance des risques locatifs et du recours des voisins,) celle du 9 avril 1898, en matière d'accidents du travail, ont essayé, bien médiocrement, de remédier à la situation du tiers victime. Nous lisons dans le rapport de M. Martin NADAUD lors de la discussion de la loi du 9 avril 1898 à la Chambre : « La somme versée par l'employeur en primes d'assurances étant sortie de son patrimoine avec une destination spéciale, il est juste qu'elle ne soit pas détournée de sa destination. Il est juste que celui dont la mutilation a seule créé la dette de l'assureur, ne se trouve pas frustré du produit de l'assurance dont, à défaut de privilège, il pourrait ne recueillir qu'une très faible partie par contribution au marc le franc. Quant à la masse créancière elle n'a jamais dû compter sur ce produit aléatoire pour augmenter l'actif de l'employeur. On ne lui fait donc pas grief en lui refusant la participation à un produit, qui, dans ses prévisions, n'a jamais été son gage. » Les raisons que le législateur tient pour bonnes au cas d'assurance contre accidents du travail sont aussi valables pour tous les autres cas d'assurances de responsabilité. Ce sont les mêmes motifs qui ont poussé à donner au propriétaire au cas de risques locatifs, au voisin au cas d'incendie se propageant d'une maison à une autre une situation plus en rapport avec l'équité. Mais ces deux lois des 19 février 1889 et 9 avril 1898 ne statuent que pour une catégorie bien déterminée de personnes. Leur domaine d'application est limité et on songerait

vainement à étendre à d'autres cas ces lois spéciales.

Ces raisons nous forcent à admettre que dans les autres cas d'assurances de responsabilité la victime n'a aucune situation privilégiée.

Depuis 1913 nous avons enfin un texte d'une portée plus générale, c'est la loi du 28 mai 1913 qui, incorporée au Code civil, ajoute un 8^e paragraphe à l'art 2102. Ce texte vise les « indemnités dues en cas d'accidents et les déclare privilégiées. » Ainsi que nous le verrons cette loi est allée plus loin que les précédentes, car elle accorde nettement un privilège à la victime. D'autre part son champ d'application est bien plus étendu car elle vise tous les cas où il y a accident. Cependant, de même qu'il manque une loi réglementant le contrat d'assurance en général, de même un texte touchant à toutes les assurances de responsabilité fait défaut. Le projet de loi du 7 avril 1925 qui, espérons-le, sera bientôt passé à l'état de loi, contient une disposition générale que nous retrouverons par la suite.

Nous constatons donc qu'il est nécessaire de donner à la victime une situation privilégiée. Faut-il aller plus loin encore et lui reconnaître le droit d'agir directement contre l'assureur de l'auteur de l'accident? Quelle serait la nature de ce droit d'action directe? On peut définir l'action directe « l'action qu'une personne possède contre une autre avec laquelle elle n'a personnellement aucun lien de droit, en raison de l'intervention d'une troisième, et qu'elle exerce sans avoir

recours à cette dernière (1). » Ainsi le tiers avec qui le mandataire a contracté a une action directe contre le mandant (art. 1994 C. civ.), le bailleur a une action directe contre le sous-locataire (art. 1753 C. civ.), les ouvriers ont une action directe contre le maître de l'ouvrage exécuté par leur patron, l'entrepreneur, (art. 1798). Mais il faut remarquer d'une part que, en dehors de ces classiques exemples d'actions directes, il y a bien d'autres hypothèses où la loi a employé la même expression et fait appel à la même notion. On a dit, écrit et jugé qu'il y a action directe du bénéficiaire de la stipulation pour autrui contre l'auteur de la promesse, de l'avoué qui a obtenu la distraction des dépens contre la partie condamnée à ces dépens, du sous-acquéreur troublé contre le vendeur de son propre vendeur. Dans ces hypothèses, l'action qualifiée de directe n'est ni soumise aux mêmes conditions d'exercice, ni productrice d'effets identiques. Ajoutons que les formules légales d'où les interprètes font sortir l'action directe varient à l'infini. Quelquefois, comme dans les articles 1753 et 1798 C. civil, c'est une simple formule restrictive, négative. Ainsi en ce qui concerne l'action des ouvriers contre le maître de l'ouvrage, l'art. 1798 décide que les ouvriers n'ont d'action contre le maître « que jusqu'à concurrence

(1) Sur l'action directe voir la thèse de M. SOLUS, Paris, 1914. « L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798 et 1994 du Code civil ».

de ce dont il se trouve débiteur envers l'entrepreneur au moment où leur action est intentée. » Dans son sens le plus simple et le plus naturel ce texte a été écrit pour limiter les obligations du maître de l'ouvrage et l'action des ouvriers contre lui: c'est un texte restrictif. Ces derniers ne devraient agir que par la voie de l'art. 1166. La jurisprudence a tiré de ce texte l'équivalent d'un privilège et permet aux ouvriers de se faire payer directement leurs salaires par le maître sans subir la loi du concours au cas de faillite. De même l'art. 1753 est aussi restrictif que le précédent et limite le gage du bailleur.

Quelquefois, comme dans l'article 1124, le texte est muet. C'est donc avec raison que M. SOLUS écrit (thèse précitée): « Il n'y a pas une action directe mais des actions directes. » Si l'on cherchait un lien entre les cas où s'est posée et a été controversée l'existence de l'action directe, on le découvrirait surtout dans l'intérêt pratique qui se dégage, nonobstant la diversité des cas, de la plupart des controverses et qui leur sert de support. Dans l'immense majorité des hypothèses où l'on a soutenu qu'il y avait action directe du créancier sur tel débiteur de son débiteur, il s'agissait, le résultat paraissant d'ailleurs conforme à l'équité, de conférer à ce créancier l'équivalent d'un privilège que le silence des textes ne lui permet pas de lui attribuer. En effet, à la condition, en général, de se hâter et d'exercer son droit avant que les créanciers de son débiteur n'aient pris l'éveil, le créancier muni d'une

action directe, dispensée des conditions d'exercice de l'art 1166 C. civil, arrive à absorber complètement ou tout au moins dans la mesure de sa propre créance, toute la valeur incluse dans la créance de son débiteur qui a donné lieu à son action directe. Il y a là une situation analogue à celle d'un privilège, quoique différente nous le verrons.

En la matière de l'assurance de responsabilité la situation est celle que nous venons de décrire. On doit, équitablement, accorder une situation privilégiée à la victime. Comment y parvenir? Le moyen le plus intéressant serait d'accorder une action directe au tiers lésé; cette action a deux avantages sur l'action oblique de l'art. 1166 C. civil. Lorsqu'un créancier agit par la voie de l'action oblique: 1° il est obligé de subir le concours des autres créanciers, la créance restant dans le gage de tous les créanciers du débiteur commun; 2° le créancier se voit opposer toutes les exceptions, moyens de défense que le débiteur de son débiteur pouvait opposer à ce dernier. Ce serait surtout ce second résultat très fâcheux que permettrait d'éviter l'action directe. Le lien de droit naissant entre la victime et l'assureur serait indépendant de celui qui existait entre ce dernier et l'assuré. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que le tiers qui poursuit l'assureur, quoique agissant en son nom propre et non au nom de l'assuré, possède une action qui a tout de même sa base dans le contrat d'assurance. Dès lors il ne faudrait pas tirer du fait de la consécration de

l'action directe toutes les conséquences logiques que les principes juridiques permettent d'en tirer.

N'oublions pas en effet que malgré les termes employés, « l'action directe » que la jurisprudence a conférée à la victime contre l'assureur de responsabilité est une action qui n'existe que par le fait qu'il se trouve y avoir une convention passée entre l'assuré et la Compagnie. Ce sont les conséquences résultant de l'attribution de l'action directe à la victime qui seront délicates à dégager car il ne faut pas perdre de vue que l'article 1165 du Code civil « Res inter alios acta aliis neque prodesse neque nocere potest » doit d'appliquer, quoique restreint dans les résultats fâcheux qu'il pourrait produire si en matière d'assurance de responsabilité on l'appliquait à la lettre.

En résumé nous constatons que des efforts ont été faits par le législateur pour remédier à la situation de la victime. Ces efforts poursuivis dans une intention louable ont été épars et l'on doit à la jurisprudence d'avoir su faire sortir des textes des idées directrices nouvelles, surtout en admettant l'action directe du tiers contre l'assureur.

Il nous faudra retracer cette évolution de jurisprudence, montrer les remèdes que les tribunaux essayèrent d'apporter à la situation résultant pour la victime de l'application stricte des principes du Code civil. Ensuite nous montrerons comment la jurisprudence a procédé pour donner à la victime une action directe contre l'assureur (lois du 19 février 1889 et

du 13 mai 1913), quoique les textes soient peu explicites.

La deuxième partie de nos développements sera réservée à l'étude de l'action directe. Nous examinerons les conséquences qui découlent de l'admission de ce droit direct. Il nous faudra enfin démontrer que cette solution n'est pas juridique et qu'à notre avis, elle ne s'impose nullement.

PREMIÈRE PARTIE

Évolution jurisprudentielle

La jurisprudence, en matière d'assurance de responsabilité a nettement évolué depuis 1804 ; après avoir appliqué les purs principes juridiques qu'on était en droit de dégager des textes du Code civil, on s'aperçut que la situation faite à la victime était loin d'être équitable. Aucun privilège, aucune action directe n'étaient donnés à cette dernière contre l'assureur de responsabilité : telle était la solution à laquelle on aboutissait nécessairement en appliquant les règles contenues dans les textes existants. Cependant la jurisprudence varia peu à peu et construisit des systèmes qui permettaient, dans certains cas,, d'accorder à la victime sinon une action directe, du moins l'équivalent d'un privilège. D'autre part, entre temps, furent votées les lois du 19 février 1889, relative au recours du voisin et au risque locatif, du 9 avril 1898 modifiée en 1905 relative aux accidents du travail, enfin celle du 13 mai 1913, cette dernière de beaucoup la plus importante parce qu'entrent dans

son cadre la plupart des cas d'assurances de responsabilité. La loi de 1905, ainsi que nous le verrons, a accordé à l'ouvrier une action directe contre l'assureur du patron. La jurisprudence fit œuvre créatrice dans les deux autres cas visés par les lois de 1889 et de 1913. Et cette évolution fut la même dans les deux espèces.

Après les mêmes hésitations, la jurisprudence consacra l'action directe au profit de la victime (le propriétaire, le voisin ou la victime d'un accident).

Dans un premier chapitre nous décrirons les moyens employés par la jurisprudence pour remédier à la situation du tiers lésé au cas d'assurance de responsabilité.

Dans un deuxième chapitre étudiant plus spécialement les lois de février 1889, d'avril 1898 et de mai 1913, nous verrons les tribunaux s'efforcer de donner de ces lois une interprétation favorable à la victime, en reconnaissant à cette dernière un droit direct d'action contre l'assureur de l'auteur du dommage.

CHAPITRE PREMIER

Remèdes apportés à la situation de la victime

(Abstraction faite des dispositions spéciales contenues
dans les lois de 1889-1898 et 1913)

La jurisprudence n'admet pas que la victime puisse avoir un privilège sur la somme représentant l'indemnité versée par la Compagnie, l'indemnité se partageant entre tous les créanciers de l'assuré et faisant partie de leur gage (art. 2092 C. civil). L'arrêt résumant le mieux les principes sur lesquels s'appuie la jurisprudence pour refuser tout privilège à la victime est celui qui a été rendu par la Cour de Paris le 25 mai 1895 (1). « Attendu, dit cet arrêt, que la victime prétend exercer vis-à-vis du syndic une action et un droit qui résulteraient non du quasi-délit lui-même mais d'un contrat d'assurance intervenu entre l'assuré et la dite Compagnie ; que cette

(1) S. 1897-2-201.

prétention ne saurait se justifier; qu'il n'existe aucun lien de droit entre la Compagnie et la victime, que cette dernière est étrangère à la police; que si l'assuré et la Compagnie ont contracté en vue du paiement d'une indemnité due à la victime d'un accident, celle-ci ne saurait avoir, sur cette indemnité, un droit propre et personnel, direct, qu'on ne pourrait voir dans le contrat une stipulation pour autrui pour un tiers qui n'y est pas et ne peut pas y être désigné; que l'esprit comme la lettre du contrat indiquent que les parties n'ont eu, en échange des primes à payer par l'assuré, d'autre intention que de stipuler au profit de ce dernier pour le rendre indemne au cas où sa responsabilité serait engagée; considérant qu'il importe peu enfin que la Compagnie se mette aux lieu et place de l'assuré dans l'instance en paiement de l'indemnité aux termes de la police ou règle directement avec la victime, le montant de ce qui est dû à celle-ci; qu'elle agit, dans les deux cas, comme mandataire de l'assuré, qu'il résulte de ce qui précède que l'indemnité que la Compagnie aura à payer appartient, non à la victime, mais à l'assuré et doit tomber dans l'actif de la faillite de ce dernier et ne saurait constituer au profit de la victime un droit de préférence vis-à-vis de la masse.» Voir également dans le même sens:

Cour de Cassation, chambre civile, 30 octobre 1906 (1). La jurisprudence, en ce qui concerne l'action

(1) D. P. 1908-1-265.

directe est aussi fermement établie et s'applique à tous les cas d'assurance de responsabilité.

C'est un arrêt de la Cour de Nancy, du 7 février 1867 (1), à propos de l'assurance incendie, qui a posé le principe que celui qui a été personnellement étranger à un contrat d'assurance ne peut en réclamer le bénéfice s'il ne prouve que c'est pour lui-même que l'assurance a été conclue. On retrouve des applications de ce principe dans les exemples présentés par les assurances de choses déposées, au point de vue des droits qu'une telle assurance confère au déposant contre l'assureur.

Si le dépositaire assure les marchandises en son nom propre et pour couvrir sa responsabilité, lorsque ces marchandises sont détruites par un sinistre dont le dépositaire n'est pas responsable, les déposants n'ont aucune action directe contre l'assureur (2).

« Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que la veuve C... avait assuré à « l'Urbaine », entre autres objets, les graines appartenant à ses clients, qu'elle avait contracté cette assurance, non pas en qualité de negotiorum gestor de ceux-ci, mais en son nom personnel et pour dégager sa responsabilité. Attendu que l'incendie a été allumé par la foudre. Attendu que dans cet état des faits, les défenseurs restés étrangers au contrat d'assurance

(1) D. P. 67-2-73.

(2) Cassation, 2 juin 1886. S. 86-1-449.

n'étaient pas fondés à réclamer de leur chef personnel une indemnité à la Compagnie. »

Ou bien le dépositaire assure les marchandises de ses clients pour leur compte et en qualité de gérant d'affaires et dans ce second cas l'assurance profite aux clients (1).

« Attendu que la Cour d'appel a pu, dit l'arrêt de la Cour de Cassation, par interprétation souveraine de ladite police, décider que les tiers propriétaires de tapis confiés à X... et détruits par l'incendie, ont puisé dans l'assurance ainsi contractée pour le compte de qui il appartiendra, un droit d'action personnelle et directe en indemnité contre la Compagnie d'assurances. »

En matière d'assurance de responsabilité, la jurisprudence fait le raisonnement suivant : la police contractée par X... pour se couvrir contre l'action qu'un tiers lésé pourra intenter contre lui au cas où sa responsabilité civile serait engagée, ne doit produire effet qu'entre la Compagnie et l'assuré. Les stipulations qui sont contenues dans le contrat n'ont pas pour but de donner à la victime une situation meilleure mais seulement de préserver l'assuré. Le tiers ne peut donc pas se prévaloir de la convention d'assurances pour y puiser un droit direct contre l'assureur. La règle de l'article 1165 du Code civil. « Res inter alios acta » doit être appliquée en la matière, d'au-

(1) Grenoble, 12 mars 1883. S. 84-2-12. — Cass. 18 mars 1890. S. 93-1-139.

tant plus qu'il est très difficile de découvrir les éléments d'une stipulation pour autrui dans le contrat d'assurances. Il est bien certain que l'assuré stipule uniquement dans son intérêt propre lorsqu'il contracte une assurance de responsabilité. Il entrevoit uniquement les conséquences désastreuses qui produirait sur son patrimoine le paiement de dommages-intérêts dus à la victime (1).

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Cassation, que le contrat par lequel le patron s'assure, à concurrence d'une certaine somme, contre l'action civile de ses ouvriers est essentiellement personnel et que ceux-ci n'en peuvent directement poursuivre le bénéfice contre la Société d'assurances vis-à-vis de laquelle ils ne sont que des tiers. Que le contrat n'a créé, en ce qui concerne la responsabilité civile des frères M..., aucun lien de droit entre leurs ouvriers et la Préservatrice (2).

Cour de Grenoble, 19 novembre 1903, pourvoi en cassation. Cour de Cassation civile, 30 octobre 1906. D. P. 1908-1-265.

(1) Cass., 23 juillet 1884. D. P. 85-1-168. — Cour Montpellier, 5 mai 1888. D. P. 1888-2-292. — Cour. Paris 25 mai 1895. D. P. 96-2-241. — Cour Paris, 19 juin 1888. S. 97-2-201.

(2) La situation que nous examinons est antérieure à 1898. Cependant la solution est intéressante car c'est toujours le même raisonnement que la jurisprudence tient pour les espèces non prévues par les lois spéciales de 1889, 1898 et 1913.

L'espèce était la suivante: à la suite d'un accident survenu à leur père, les consorts V... avaient actionné la Compagnie de tramways de Grenoble devant le tribunal de ladite ville en paiement de dommages-intérêts. Le 2 mai 1902, la Compagnie de tramways avait été déclarée en liquidation judiciaire et avait obtenu un concordat. Les bénéficiaires de l'indemnité la réclamèrent en vain à la Compagnie qui, de son côté l'avait demandée en vain à la Compagnie d'assurances la Zurich. Les consorts assignèrent alors la Compagnie d'assurances et la Compagnie de tramways. Le tribunal de Grenoble statua ainsi sur l'action dirigée contre la Compagnie d'assurances : « Attendu que la convention intervenue entre la Compagnie « Zurich » et la Compagnie de tramways relativement à la responsabilité civile vis-à-vis des tierces personnes ne vise, par ses termes comme par son esprit et par l'intention qui a présidé à sa passation, que les deux sociétés contractantes et constitue un acte complètement étranger aux consorts V... qui n'y ont point été parties et ne peuvent être considérées par aucune fiction juridique comme y ayant été représentés; que rien ne les y autorise à y trouver la base d'une action directe à intenter contre l'assureur, action que la jurisprudence a pu parfois admettre au profit d'ouvriers dans certains contrats d'assurance souscrits par les patrons, mais dans des conditions absolument différentes. »

La Cour de Grenoble, en appel, statue ainsi dans le même sens: « Attendu que le contrat par lequel une Compagnie s'assure à concurrence d'une certaine som-

me contre les actions civiles dont elle pourrait être l'objet est essentiellement personnel et que les victimes d'accidents n'en peuvent directement poursuivre le bénéfice contre la Compagnie d'assurances vis-à-vis de laquelle elles ne sont que des tiers. »

A côté de ce système adopté d'une façon définitive par la jurisprudence pour refuser toute action directe à la victime contre l'assureur, il convient d'en signaler un autre dont les causes, sont différentes, mais qui se rattache tout de même à notre sujet parce qu'il a pour effet de laisser l'assureur à l'écart de l'action intentée par la victime contre l'auteur du sinistre.

L'assuré actionné en paiement par la victime alors que l'assureur se refuse pour une cause quelconque à prendre ses fait et cause dans l'instance a cherché à l'y contraindre en l'assignant en garantie des condamnations éventuelles qui seraient prononcées contre lui. Cette mise en cause présente un intérêt certain pour la victime car l'assureur, mis en cause dans le procès intenté par la victime, serait obligé d'opposer immédiatement ses moyens de défense et l'affaire gagnerait en célérité. Le tribunal pourrait statuer à la fois sur la réparation due à la victime et sur la garantie due par l'assureur. Ce dernier fixé définitivement, en une seule fois, sur les conséquences de l'action intentée, serait de suite amené, en indemnisant la victime, à éteindre l'action en remboursement qui appartient à l'assuré. *

La jurisprudence est unanime à décider que l'assuré ne peut appeler l'assureur en garantie pour se

défendre contre l'action intentée contre lui par la victime d'un accident. Elle invoque l'absence de connexité existant entre l'action en paiement d'indemnité et l'action dérivant du contrat d'assurance. Les deux actions sont directes et principales, aucune d'elles ne pouvant être considérée comme l'accessoire ou la dépendance de l'autre (1).

« En conséquence c'est à bon droit qu'un arrêt a décidé, par application de l'art. 59 Code de procédure civile, qu'une Compagnie d'assurances qui se prévalait des termes de la police devait être assignée devant le tribunal de son siège social où elle faisait élection de domicile pour l'exécution du contrat (2). »

« Attendu, dit l'arrêt, qu'il n'y a pas de connexité entre l'action intentée par la partie lésée contre l'auteur responsable de l'incendie et l'action dirigée par celui-ci contre la Compagnie avec laquelle il a contracté une assurance; que chacune de ces deux actions est directe et principale; que dès lors l'auteur de l'incendie ne peut, sur l'action dirigée contre lui par la victime du sinistre, mettre en cause la Compagnie par la voie du recours en garantie; attendu que la faculté que la Société s'est réservée de se substituer à ses assurés pour défendre et au besoin plaider en leur nom et prendre ainsi la direction d'un procès à l'issue duquel elle est intéressée n'implique nullement la

(1) Cass., 31 juillet 1893 précité.

(2) Cass. 5 décembre 1899, D. P. 1901-1-457, note de M. LYON-CAEN.

renonciation de sa part à son droit de se prévaloir des règles de compétence de droit commun et de réclamer la juridiction du tribunal du lieu de son siège social (notons que nous sommes à une époque antérieure à la loi du 2 janvier 1902 prohibant la clause attributive de juridiction) au cas où une action serait dirigée contre elle par un assuré.»

Cependant la Cour de Cassation distingue suivant les stipulations contenues dans les polices. Certaines polices stipulent que la Compagnie s'engage à suivre le procès au nom de l'assuré, d'autres qu'elle se réserve la faculté. Dans le premier cas la Compagnie accepterait la compétence du tribunal devant lequel l'assuré a été traduit. Dans le second cas, il n'y a pas renonciation de la part de l'assureur de son droit de se prévaloir des règles de compétence de droit commun ⁽¹⁾.

« Attendu qu'aux termes de l'article 9 de la police consentie au mari de la dame X... la Compagnie a contracté l'obligation formelle de suivre, à ses frais, au nom de l'assuré, les procès qui pourraient être intentés contre lui par suite d'accidents survenus à ses ouvriers à la double condition pour l'assuré : 1° d'adresser à la Compagnie, dans les 48 heures, les actes à lui signifiés; 2° de ne pas appeler celle-ci en garantie; d'autre part que la Compagnie s'est soumise par l'article 13 à la juridiction du tribunal de l'assuré, qu'en cet état de fait la Cour de Chambéry

(1) Arrêt précité C. cass., 5 décembre 1899, 2° espèce.

a pu, sans violer la loi, décider que la veuve X... avait valablement formé, devant le tribunal de cette ville, une action qui constituait, non un appel en garantie, mais une demande tendant à l'exécution des engagements de la Compagnie. »

Notons que cette jurisprudence perd de son intérêt depuis la loi du 2 janvier 1902 modifiant les articles 59, 69 et 420 du Code de procédure civile. Cette loi défend l'emploi dans les polices de la clause attributive de juridiction. Elle est ainsi conçue :

1° La Compagnie défenderesse devra toujours, en principe, être assignée devant le tribunal du domicile de l'assuré.

2° Toutefois, lorsque le débat portera sur la fixation et le règlement de l'indemnité : *a)* s'il s'agit d'assurances garantissant des immeubles ou des meubles par nature, la contestation devra être soumise au tribunal compétent de la situation des meubles ou immeubles assurés ; *b)* et s'il s'agit d'assurances contre les accidents survenus aux personnes ou aux animaux la juridiction compétente sera celle du lieu de l'accident ;

3° Toute convention antérieure à la naissance de litige et contraire à la loi nouvelle sera nulle de plein droit, sauf l'effet des stipulations contenues dans les polices en cours.

En matière d'assurances contre les accidents, d'autre part, depuis que la Cour de Cassation donne ainsi que nous le verrons une action directe à la victime contre

l'assureur, les clauses interdisant à l'assuré de mettre en cause l'assureur ou de l'appeler en garantie dans les poursuites ou demandes dirigées contre lui, qui sont déclarées licites dans les rapports de l'assuré et de l'assureur, ne sont pas opposables à la victime (1).

« Attendu qu'il a été stipulé que l'assuré ne pourrait pas, en cas de contestation avec un tiers, mettre en cause la Compagnie l'Urbaine et la Seine; mais considérant que cette stipulation s'applique uniquement aux rapports de l'assureur et de l'assuré; qu'elle fait grief aux droits du tiers lésé et qu'elle ne lui est pas opposable; que c'est donc à bon droit que X... a assigné la Compagnie devant le tribunal et que son action est à la fois valable et bien fondée. » Et la Cour de Cassation dans son arrêt du 14 juin 1926 (D. P. 1927-1-57) dit: « que les stipulations de la police ne pouvaient mettre obstacle à un droit que la victime tient, non du contrat, mais de la loi. »

De grosses critiques avaient d'ailleurs été adressées à la jurisprudence qui ne permettait pas l'appel en garantie de l'assureur (2). Il est utile en effet de remarquer qu'en interdisant l'appel en garantie, on s'expose à une fâcheuse contrariété de décisions judiciaires (3). « Attendu, dit le tribunal de Roanne, que le même fait, l'accident, donne naissance aux actions, que

(1) Cour Paris, 4 mai 1922. *Gaz. Pal.* 1926-2-235.

(2) Article de M. LYON-CAEN, *Revue critique*, 1882, p. 528, note du même auteur au D. P. 1901-1-457.

(3) Tr. civ. Roanne, *Rec. pér. assur.*, 1884, p. 95.

la disjonction des deux instances serait de nature à les amener devant deux juridictions différentes et peut-être à de longs intervalles; que l'information nécessitée par chacune d'elles porte nécessairement sur les mêmes éléments; que l'intérêt bien entendu d'une instruction prompte et complète en présence de toutes les parties, exige que le tribunal retienne toutes les instances, que l'information crée entre elles des rapports intimes et nécessaires produisant une connexité et une indivisibilité; que les hautes décisions judiciaires sus-visées peuvent s'étayer sur des théories de droit pur, mais que la manière de voir du tribunal, se plaçant à un point de vue plus pratique, a pour effet d'écarter les inconvénients fâcheux de la pluralité de jugements peut-être contradictoires ou inconciliables. »

Quel est donc le résultat de ce système qui consiste à refuser à la victime toute action directe et tout privilège sur l'indemnité? La victime est considérée comme simple créancière et pourra seulement, en vertu de l'article 1166 du Code civil, se servir de l'action oblique qui permet à un créancier d'exercer les droits et actions de son débiteur à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. Dès lors il semble que la victime puisse obtenir de la Compagnie d'assurance le paiement de l'indemnité due par cette dernière à l'assuré. Il est deux cas très intéressants dans lesquels cette possibilité sera anéantie par ce fait que l'assuré, étant commerçant, sera déclaré en faillite, ou ne l'étant pas, se trouvera en état d'insolvabilité. En effet au cas de faillite ou de liquidation

judiciaire l'exercice des droits du débiteur failli est suspendu; d'après les règles du Code de commerce et de la loi du 4 mars 1889 les actions qui compètent au failli ou au liquidé judiciaire ne peuvent plus être exercées que par le syndic ou le liquidateur. Ainsi la victime ne pourra se prévaloir de son droit d'exercer les actions de l'assuré lorsque ce dernier sera déclaré en faillite postérieurement à l'accident. Si l'assuré n'est pas commerçant et qu'il est insolvable, l'indemnité d'assurance faisant partie du gage général des créanciers tombera dans la masse de l'actif du débiteur et la victime n'obtiendra qu'une réparation partielle du préjudice; elle ne touchera qu'un dividende au prorata de sa créance.

Nous sommes amenés, ayant touché à la question du dividende à examiner quelles ont été les prétentions des Compagnies d'assurances. Les assureurs émettent la prétention de verser à l'assuré failli ou insolvable, non pas le montant intégral de l'indemnité, mais uniquement le dividende que ce dernier donnerait à la victime. La jurisprudence refusa toujours d'admettre cette solution, l'assureur s'étant formellement engagé à verser à l'assuré l'indemnité pleine et entière, dès que ce dernier serait condamné envers la victime (1).

La Compagnie serait contrainte de verser aux mains de l'assuré le montant intégral des indemnités stipulées si son client était encore in bonis. Pourquoi la

(1) Cour Paris, 25 mai 1895. S. 1897-2-201.

faillite de celui-ci lui procurerait-elle un bénéfice? La masse, ayant-cause du failli, a succédé à l'intégralité de ses droits. Le failli, in bonis, pourrait réclamer le montant intégral de l'indemnité. La masse de la faillite a les mêmes droits que lui (1).

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Grenoble, que par le contrat d'assurance la compagnie la Zurich s'est engagée à payer toutes les indemnités qui pourraient être mises à la charge de son assuré à la suite d'accidents; que tel est bien, abstraction faite des mots, le sens exact de l'engagement pris par la compagnie et c'est là ce qu'exprime en d'autres termes l'article 1^{er} de la police portant que « la Compagnie garantit les réparations civiles auxquelles l'assuré peut être tenu, » attendu que l'obligation ainsi énoncée est absolue, sans exception ni restriction d'aucune sorte, et qu'il n'en faut pas davantage pour qu'elle soit tenue d'acquitter in integrum le montant des condamnations prononcées au profit des victimes; qu'il importe peu en effet que par suite d'un concordat les obligations de l'assuré aient été réduites vis-à-vis de ses créanciers; que ce concordat n'a réglé la situation qu'à l'égard des créanciers du failli et non de ses débiteurs; que la Compagnie d'assurance ne peut être admise à se prévaloir des arrangements intervenus entre l'assuré et ses créanciers pour se soustraire aux charges qu'elle a librement acceptées; que cette prétention n'aurait

(1) Voir arrêt Grenoble, 19 novembre 1903, confirmé par Cassat. 1906. D. 1908-1-265.

de fondement que s'il existait, dans la police qui fait la loi des parties, une clause restrictive des engagements de l'assureur pour le cas de faillite de son assuré; que l'obligation inscrite à charge de l'assureur constitue une obligation principale ayant une existence propre, qui doit être appréciée en elle-même et appliquée dans ses effets uniquement d'après les stipulations convenues.»

La pratique avait d'ailleurs admis un procédé permettant à la victime, au cas de faillite de l'assuré, de transiger avec l'assureur au lieu de se contenter du dividende qui lui adviendrait normalement. Cette solution avait reçu l'accueil chaleureux de la doctrine et de la jurisprudence (1).

« Considérant qu'en matière de risques locatifs le contrat d'assurance ne confère pas au locataire une créance directe contre la Compagnie d'assurances; que l'assureur ne doit à l'assuré que la garantie du recours du propriétaire et ce jusqu'à concurrence de la somme fixée au contrat; que là où le propriétaire ne réclame plus rien pour le dommage causé à l'immeuble par le sinistre, le locataire ne peut rien répéter à son tour contre le garant; »

Note sous l'arrêt précité :

« De ce que l'assuré n'a aucun droit contre l'assureur lorsque la victime a renoncé à ne rien lui deman-

(1) Voir avant la loi de février 1889 en matière de risques locatifs l'arrêt de la Cour de Paris, 10 mars 1871. D. P. 1879-1-161.

der à lui-même il résulte nécessairement que l'assuré ne peut rien prétendre sur la somme que l'assureur a payée à la victime pour prix de sa renonciation; car cette somme représente, non pas le droit et l'action de l'assuré contre l'assureur puisque ce droit et cette action étant subordonnés à une condition qui a défailli: savoir le recours de la victime contre l'assuré, n'ont jamais pris naissance, mais bien le droit et l'action conférés à la victime contre l'assuré par suite de l'accident en vertu de l'article 1382 du Code civil; elle est, en d'autres termes, le prix d'un droit qui appartient à la victime et non à l'assuré. La même solution doit d'ailleurs être admise dans le cas où le propriétaire aurait d'abord agi contre le locataire et se serait ensuite, au cours de l'instance, désisté de cette action. Il est indifférent en effet que la renonciation de la victime ait suivi ou précédé l'introduction de l'action contre l'assuré puisque dans un cas comme dans un autre, l'assuré à qui la victime ne réclame plus rien ne pourrait sans méconnaître l'essence même du contrat, rien demander à l'assureur, ni conséquemment rien prétendre sur la somme payée par lui à la victime. »

On a combattu ce système en prétendant que la somme versée à la victime par l'assureur en exécution de la transaction devait tomber dans la masse de la faillite car elle est la représentation de l'action que possédait l'assuré contre la Compagnie d'assurances. Cette théorie a été écartée par la Cour de Cassation (1).

(1) Arrêt Cour cassation, 5 février 1878. D. P. 1879-1-164.

« Attendu dit l'arrêt, qu'en droit, le locataire ne saurait, sans méconnaître la nature du contrat d'assurance, prétendre à une indemnité lorsque le propriétaire ou la Compagnie subrogée à ses droits a expressément renoncé à exercer contre lui l'action résultant des dispositions de l'article 1733 du Code civil et a fait disparaître ainsi toute éventualité du risque assuré ;

Attendu qu'en vain le syndic a prétendu, par des conclusions signifiées postérieurement au désistement, que cet abandon de l'action étant le résultat d'une transaction intervenue entre les deux parties, laquelle avait pour effet d'enlever à la masse de la faillite l'émolument de l'assurance, ce désistement devait être déclaré nul ; qu'en effet au moment où cette transaction est intervenue et dans l'état du litige, la Compagnie, éventuellement tenue de payer l'indemnité stipulée dans le contrat a pu, dans son intérêt privé, transiger sur l'éventualité du procès avec le propriétaire ou son assureur ; que la somme payée par elle au propriétaire par suite de cette transaction n'étant jamais entrée dans le patrimoine du locataire failli, n'a pu devenir le gage des créanciers communs. »

En cas de faillite pour savoir exactement si la transaction est possible, il faut ainsi que le démontre M. APPERT (1), distinguer suivant que la déclaration de faillite est intervenue avant ou après le jugement condamnant l'assuré à indemniser la victime.

Lorsque, au jour de la déclaration de faillite, la victime n'a pas encore obtenu la fixation des indemnités auxquelles l'accident lui donne droit, rien ne s'oppose

(1) Note sous arrêt Cour de Paris, 25 mai 1895. S. 1897-2-201.

à ce qu'elle transige avec la Compagnie. La masse de la faillite pourra en souffrir dans ses intérêts, mais ses droits sont respectés. Elle ne pourrait se plaindre que si elle établissait qu'elle est en même temps, comme substituée aux droits du failli, créancière de l'assureur et débitrice de la victime, puisque la faillite lui laisse le droit de toucher en entier ses créances, tout en lui permettant de ne payer les dettes du failli qu'en monnaie de faillite. Mais il n'en est rien. Sans doute la dette de l'assuré naît de l'accident lui-même et non pas du jugement qui en détermine les conséquences; ce jugement est déclaratif de droits. La dette de l'assuré est donc pure et simple. Mais sa créance contre la Compagnie est conditionnelle. Elle est subordonnée à sa condamnation vis-à-vis du tiers victime et cette condition est potestative pour le tiers. Nul ne peut craindre celui-ci à poursuivre l'assuré. Il peut par conséquent traiter avec l'assureur. Il n'en est pas de même si on suppose que l'assuré était encore in bonis lorsqu'est intervenu contre lui un jugement le condamnant à indemniser le tiers victime. La masse, ayant-cause du failli, se trouve, ainsi que nous l'avons déjà dit, investie d'une créance et chargée d'une dette dont le chiffre est identique mais avec le droit de ne payer qu'un dividende à son créancier et d'exiger de son débiteur le versement intégral de la somme due. Une transaction entre le tiers et la Compagnie c'est-à-dire entre le créancier et le débiteur du failli porterait

atteinte à ces prérogatives de la masse. Elle serait donc inopposable à la masse.

Ainsi que nous venons de le démontrer, la transaction intervenue entre la victime et la Compagnie est considérée comme valable par la jurisprudence. Cependant, des deux parties en présence, l'une, la Compagnie, fait la loi du contrat et le plus souvent les concessions réciproques que se devaient faire les deux litigants n'émanent que de la victime, la Compagnie ayant une situation bien favorable. C'est alors que l'on a pensé⁽¹⁾ à un système nouveau qui d'ailleurs a été admis en matière d'accidents du travail, avant 1898, par un arrêt de la Cour de Douai⁽²⁾. Le raisonnement est le suivant: « La Compagnie d'assurances stipule dans les polices qu'elle garantit l'assuré contre les réparations civiles auxquelles il pourra être contraint. » Or il est bien certain que la Compagnie entend parfaitement son rôle de garant. Elle défend en effet à l'assuré de consentir une transaction sans son assentiment puisqu'elle se substitue à lui et prend à lui et prend en mains sa défense dans le procès en responsabilité dirigé contre lui. Pourquoi ne pas dire que la Compagnie devrait désintéresser la victime au nom du responsable?

Il semble qu'elle y ait tout avantage, puisque, en

(1) Voir BOUTROLLE, Thèse, Paris, 1911. L'assurance de responsabilité.

(2) Cour de Douai, 11 juillet 1895. D. P. 1897-2-369.

prenant les fait et cause de l'assuré, elle a été forcément conduite à entrer en pourparlers avec la victime, à entendre ses prétentions, à les débattre, enfin, souvent, à conclure une transaction avec elle; le paiement constitue l'exécution de cette transaction, mais le paiement aux mains de la victime, non de l'assuré. L'assuré ne saurait se plaindre: les primes qu'il a versées n'avaient point d'autre objet. Restent les créanciers: ils ne pourront critiquer les agissements de l'assureur. Si leur débiteur n'était pas assuré, l'action en responsabilité intentée contre lui aurait eu pour effet de diminuer leur gage. Grâce à l'assurance ce gage demeure intact. Que leur faut-il de plus? Pour bien préciser les effets de la garantie, l'assuré fera donc bien de faire stipuler dans la police que la Compagnie versera l'indemnité directement aux mains du tiers lésé.

Une telle convention est licite. Avec la clause de paiement le tiers lésé n'aura pas à redouter la pression de la Compagnie en matière de transaction. »

M. BOUTROLLE conclut alors de la sorte: « Grâce à cette clause, sans jouir d'un privilège sur l'indemnité, sans posséder une action directe contre l'assureur, et bien que l'assuré ait souscrit la police dans son intérêt personnel et exclusif le tiers lésé se verra désintéressé du montant de son recours. » Cette conclusion ne nous semble pas évidente: il est juste de reconnaître que la clause proposée serait de nature à conférer un privilège à la victime, mais elle n'empêche pas que l'assureur pourra opposer à la victime les déchéances

et exceptions opposables à l'assuré. Cette conséquence est évitée, au moins en grande partie, lorsqu'on donne une action directe au tiers lésé contre l'assureur. De plus, si l'assureur refuse de payer entre les mains de la victime, il manque à une obligation de faire puisqu'il a seulement promis d'éteindre l'action du tiers. Cela étant, l'assuré ou ses créanciers ne pourront exiger que des dommages-intérêts en vertu de l'article 1142 du Code civil. Cette créance due par l'assureur constituera une créance de l'assuré, qui fera partie de son patrimoine et du gage de tous les créanciers.

La victime ne sera pas désintéressée privativement.

CHAPITRE II

Les dispositions législatives spéciales. Leur interprétation par la jurisprudence.

SECTION PREMIÈRE

Loi du 19 Février 1889 visant les risques locatifs et le recours des voisins

Le projet de loi primitif déposé par le gouvernement en 1882 tendait à l'organisation du crédit agricole mobilier. Son exposé des motifs faisait remarquer que depuis de longues années l'opinion réclamait avec instance une loi qui donnât aux agriculteurs les moyens de se procurer les capitaux qui manquent. Ce projet comprenait, entre autres mesures, une disposition qui restreignait le privilège du bailleur. L'article 2 de la loi de 1889 modifie complètement l'état de

la jurisprudence antérieure. D'après celle-ci, si un créancier hypothécaire ou privilégié voyait périr son gage, c'est-à-dire l'immeuble sur lequel il avait privilège ou hypothèque, le propriétaire prétendait avoir droit à l'indemnité représentative de la valeur de cet immeuble, due par une Compagnie d'assurances qui l'a assuré. Le créancier hypothécaire se trouvait donc bien dans cette situation : il avait un droit sur la chose. La chose a péri. Il n'avait pas de droit sur l'indemnité représentative de la chose. Les indemnités dues en cas de sinistre vont être considérées désormais comme étant la représentation de l'objet sinistré au même titre que le prix de vente de cet objet. Il est possible que cette disposition soit contraire aux principes absolus du droit car elle fait survivre le droit réel de privilège ou d'hypothèque à l'existence de l'objet sur lequel ce droit réel a été constitué. Mais il est certain qu'elle est conforme à l'équité.

La disposition de l'article 3 n'existait pas dans le projet primitif. Elle fut introduite sur l'observation de M. LENOEL qui fit remarquer au Sénat qu'il y avait lieu de prévoir l'assurance des risques locatifs. M. LACOMBE appuya cette observation et proposa un article additionnel qui fut accepté par la Commission.

D'après cet article la somme due par le locataire à raison de l'incendie qui a pris dans l'appartement à lui loué, ou par le voisin qui a communiqué cet incendie, est considérée comme représentation de l'immeuble et distribuée selon les mêmes règles que l'aurait été le prix de vente.

« Lorsque le locataire et le voisin se sont fait assurer pour le montant de l'indemnité qui pourra leur être réclamée par le propriétaire incendié, il est clair que leur droit de réclamer le versement à leur profit de cette indemnité ne naîtra que lorsqu'ils l'auront payée au propriétaire car c'est contre le risque de ce paiement qu'ils ont contracté l'assurance. C'est pourquoi l'art. 3 décide qu'ils ne pourront toucher l'indemnité que s'ils justifient avoir désintéressé le propriétaire incendié ou le tiers qui seraient subrogés à ses droits, soit par un transport, soit en vertu de l'attribution résultant de la loi projetée; il est clair qu'en pratique le propriétaire ou les tiers pourront avoir été désintéressés au moyen d'une délégation de l'indemnité due par l'assureur (1). »

Le deuxième paragraphe de l'article 3 nous intéresse particulièrement. Il est relatif au cas d'assurance consentie par le locataire ou le voisin de leurs risques respectifs. Jusqu'à présent l'indemnité due en cas de sinistre à la suite de l'assurance de risques locatifs ou du recours du voisin n'est pas dévolue d'une manière spéciale au propriétaire dont l'immeuble est incendié. Il peut être ruiné par le fait de son locataire. Celui-ci peut, de son côté, n'avoir rien à perdre parce qu'il est suffisamment assuré. L'indemnité est le gage des créanciers du locataire dont la situation pourra être rendue meilleure par la faute imputable à leur

(1) Rapport de M. MAUNOURY.

débiteur; le propriétaire sera primé par les cessionnaires de l'indemnité, ou, s'il n'y a pas de cession, il viendra en concours au marc le franc avec les créanciers saisissants.»

Il y a là une situation anormale. L'article 3 § 2 de la loi de 1889 est ainsi conçu: « En cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin l'assuré ou ses ayants-droit ne pourront toucher tout ou partie de l'indemnité sans que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou le tiers subrogé à leurs droits aient été désintéressés des conséquences du sinistre. » Nous ne nous occuperons que de ce paragraphe qui, ainsi que l'a fait remarquer M. PLANIOL (1) est le seul passage qui ait été écrit dans l'intérêt du propriétaire et se rapporte à l'attribution de l'indemnité d'assurance.

Dans les articles 2 et 3, comme dans l'article 1^{er}, les auteurs de la loi ne s'occupent que des droits de préférence accordés à certains créanciers dans les procédures d'ordre et de distribution par contribution. C'est là ce qui explique leur langage dans l'art. 2, quand ils disent: « que les indemnités dues par suite d'assurances... sont attribuées aux créanciers hypothécaires suivant leurs rangs » et quand ils ajoutent dans l'art. 3: « il en est de même des indemnités dues par le locataire ou le voisin. » C'est donc une pure question de distribution de deniers à régler par le juge. Mais ces dispositions s'accompagnent, dans chacun de ces deux articles, d'un second alinéa d'où il

(1) D. P. 1892-2-393.

ressort que l'assureur ne peut pas librement se des-saisir des fonds entre les mains de l'assuré et doit les conserver pour en faire bénéficier le délégataire légal de l'indemnité.

A vrai dire, cette mesure complémentaire n'est pas prise de la même façon et dans les mêmes termes pour les deux hypothèses prévues séparément. Pour l'indemnité due au propriétaire de l'immeuble incendié (hypothèse de l'art. 2) l'assureur peut encore se libérer valablement entre les mains de l'assuré et opposer ce paiement aux créanciers hypothécaires, à condition d'avoir payé de « bonne foi », et avant « toute opposition ». La bonne foi consiste à ignorer l'existence des hypothèques. Au contraire, dans le cas d'assurance du risque locatif ou du recours du voisin (hypothèse de l'art. 3) l'assureur se trouve de plein droit obligé de retenir entre ses mains le montant de l'indemnité afin d'en faire bénéficier le propriétaire lésé par l'incendie. Dans cette deuxième hypothèse en effet l'assureur sait d'avance, par la nature même du risque, que l'indemnité doit profiter à une tierce personne.

Avant 1889, la situation du propriétaire ou du voisin n'était pas privilégiée : aucun privilège, aucune action directe. Cependant la jurisprudence avait été très hésitante avant de se fixer en ce sens. Deux arrêts très importants rendus par la Cour de Paris avaient admis que le propriétaire possédait une action directe contre l'assureur (1).

(1) Arrêts Cour Paris: 13 mai 1837. D. P. 1838-2-154. — 24 mars 1855. D. P. 1856-2-235.

Le premier de ces arrêts faisait remarquer que l'article 2092 du Code civil était inapplicable à la matière, parce qu'en touchant l'indemnité, le propriétaire ne reçoit aucune portion de l'actif du locataire, puisque le montant du risque n'a jamais fait partie des biens de celui-ci. Nous ne pouvons nous ranger à cette théorie. Quand l'incendie éclate, il fait naître deux actions contraires: l'une du propriétaire contre le locataire, en vertu de l'article 1733 du Code civil; l'autre du locataire est incontestablement à ce moment dans son patrimoine et non dans celui du propriétaire, si bien qu'il en pourrait disposer au profit d'un tiers comme de chacune des autres parties de son patrimoine; pour qu'elle ne fit pas partie de l'actif du locataire il faudrait pouvoir dire qu'elle est entrée directement dans le patrimoine du propriétaire, sans passer dans celui du locataire.

L'arrêt de 1855 est ainsi conçu: « Attendu que le contrat a pour objet de garantir l'assuré, jusqu'à concurrence de la somme spécifiée, dans la police, du recours des voisins, oblige l'assureur de prendre le fait et cause de l'assuré, à répondre directement à l'action des voisins, et qu'il a virtuellement pour objet de subroger ces derniers dans les droits de l'assuré contre l'assureur; que la désignation des tiers destinés à en profiter résulte suffisamment des termes de l'objet du contrat. »

Cet arrêt donne donc pour base juridique à la solution par lui formée, d'abord la subrogation, ensuite la stipulation pour autrui.

La jurisprudence fut divisée jusqu'à l'arrêt donné par la Chambre des requêtes de la Cour de Cassation (1). Cet arrêt refuse de reconnaître tout droit direct du propriétaire contre l'assureur des risques locatifs. « Attendu dit cet arrêt que le locataire qui se fait assurer contre les risques locatifs que l'article 1733 du Code civil met à sa charge, acquiert, en échange de la prime qu'il paye à l'assureur, un droit contre celui-ci pour se faire garantir contre le sinistre et une action pour l'exercice de ce droit; que ce droit et cette action lui sont personnels et ne peuvent être exercés que par lui seul, à moins qu'ils ne soient exercés en son nom par application de l'article 1166 du Code civil; qu'ils sont donc le gage commun de ses créanciers, comme ses autres biens, à moins qu'il n'y ait quelque cause légitime de préférence. »

Le législateur, en 1889, a certainement voulu que l'indemnité profitât exclusivement au propriétaire ou au voisin. Malheureusement il n'a pas su manifester sa pensée clairement et établir une disposition formelle en ce sens. Cependant il est certain que M. LACOMBE, auteur de l'amendement d'où est sorti l'article 3 a voulu qu'il y ait dévolution spéciale au profit du propriétaire ou du voisin sinistré.

La jurisprudence interpréta cet article 3 paragraphe 2 de la loi de 1889 de la façon suivante: elle commença par admettre que ce paragraphe avait accordé à la victime, le propriétaire ou le voisin lésé, sinon un

(1) Cass. Req., 20 décembre 1859. D. P. 1860-1-68.

véritable privilège, du moins un équivalent. Elle fut guidée en ce sens par la doctrine, dont le plus grand représentant fut M. PLANIOL. Elle mit beaucoup plus d'hésitation et la divergence fut plus marquée pour arriver à admettre que l'alinéa 3 paragraphe 2 conférait une action directe au propriétaire contre l'assureur du locataire. C'est un arrêt de la Cour de Lyon (1) qui, le premier, admit le privilège du voisin. « Attendu, dit cet arrêt, que le propriétaire est privilégié, pour tout ce qui lui est dû, sur l'indemnité promise au locataire par l'assureur de celui-ci, en représentation de son mobilier et de ses marchandises. » Il est bien certain que cet arrêt fait une fausse application de la loi de 1889, au moins en ce qui concerne l'assiette du privilège. Avant la loi de février 1889 la jurisprudence admettait que le privilège de l'article 2102 du Code civil qui a pour objet de garantir toutes les obligations découlant du bail, s'appliquait aux détériorations causées par l'incendie à l'immeuble loué et que, par conséquent, le propriétaire pouvait exercer sur les meubles garnissant l'immeuble loué et qui avaient été préservés de l'incendie le privilège du dit article 2102. Or, désormais il est bien certain que la loi de 1889 ne parle que de l'assurance du risque locatif et de l'assurance contre le recours du voisin. L'arrêt de la Cour de Lyon attribue injustement au propriétaire un privilège sur l'indemnité due au locataire, à raison de l'assurance par lui contractée pour son mo-

(1) Cour de Lyon. D. P. 1892-2-393.

bilier et ses marchandises, c'est-à-dire en représentation des choses qui lui appartiennent et qui se trouvent soumises aux risques d'incendie par leur présence dans les lieux loués. Au contraire les indemnités que le législateur a eues en vue en 1889 représentent la valeur de propriétés immobilières appartenant au bailleur ou aux voisins et dont le locataire est simplement responsable lorsque l'incendie est arrivé par sa faute. Voir dans le même sens, admettant le privilège (1).

Cette solution admise par la jurisprudence avait été combattue principalement par M. PANNIER (2). D'après M. PANNIER, l'article 3 paragraphe 2 de la loi de 1889 aurait créé un droit de rétention au profit de l'assureur puisqu'il peut refuser de verser l'argent promis par lui tant qu'on ne justifie pas que la victime a été indemnisée. M. PANNIER voit là « un véritable droit de rétention. » Cela ne semble pas exact : le droit de rétention est une garantie attachée à une créance, un moyen indirect de contraindre le débiteur à s'exécuter. Il ne peut donc être accordé qu'à un créancier. Or, la Compagnie d'assurance qui refuse de payer la somme qu'on lui demande n'est pas créancière ; elle est débitrice. Il ne peut donc s'agir pour elle d'un droit de rétention, mais seulement d'une condition suspendant

(1) Cour de Bordeaux, 24 décembre 1895. *Rec. pér. assur.*, 1895-2-179.

(2) « Attribution des indemnités d'assurances et de quelques autres indemnités. Paris, 1889.

sa propre obligation et qui est établie, non pas comme un droit pour elle, mais comme un devoir et dans l'intérêt des tiers.

Quant à l'attribution d'une action directe, la question fut longtemps controversée. La jurisprudence de la Cour de Cassation prit d'abord position pour la négative, refusant d'admettre que le propriétaire ou le voisin puisse se prévaloir d'un lien direct avec l'assureur. Par la suite un nouvel arrêt de cette même Cour vint modifier cette solution première de sorte qu'actuellement il est admis, en doctrine comme en jurisprudence, que l'article 3 paragraphe 2 de la loi du 17 février 1889 a donné une action directe au propriétaire contre l'assureur des risques locatifs.

C'est un arrêt de la Cour de Nancy (1) qui déclara le propriétaire sinistré, investi, vis-à-vis de la Compagnie d'assurances qui a garanti les risques locatifs de l'auteur de l'incendie d'une action directe et personnelle qu'il puise dans les dispositions de la loi de février 1889.

« Attendu, dit cet arrêt, que X... est investi vis-à-vis de la Compagnie d'une action directe et personnelle; attendu que la loi de 1889 en complétant la législation antérieure et en donnant au propriétaire une attribution directe sur l'indemnité due au locataire lui confère une action propre et indépendante de celle de l'assuré; que X... se trouve ainsi en présence de deux

(1) Cour de Nancy, 13 mai 1893. D. P. 1894-2-439.

défendeurs sérieux puisqu'il a des droits distincts à faire valoir vis-à-vis d'eux; qu'il lui est permis, en vertu de la connexité qui lie les deux actions d'assigner les deux défendeurs devant le même tribunal qui est celui de la résidence de l'un d'eux, etc... (1)...

Mais la solution contraire, adoptée par un certain nombre de tribunaux prévalut (2).

« Attendu que la loi de 1889 n'a pas modifié les rapports entre l'assureur et l'assuré; qu'elle n'a pas dépouillé celui-ci du droit de discuter avec la Compagnie les questions relatives à la validité de la police ou aux déchéances et substitué pour l'examen des dites questions le propriétaire de l'immeuble sinistré à l'assuré lui-même; qu'elle a encore moins voulu donner au propriétaire une action directe contre la Compagnie qui a assuré son locataire et lui permettre de réclamer de celle-ci l'indemnité stipulée en la police; que le texte et l'esprit de la loi repoussent de telles prétentions; que l'article 3 implique que le propriétaire n'est investi ni d'une créance personnelle ni d'une action directe contre l'assureur; qu'il se borne à régler l'attribution de l'indemnité, qu'il suppose une indemnité préexistante préalablement établie et a pour but de déterminer à qui elle doit être d'abord dévolue. »

(1) Cour de Bordeaux, 1^{er} mai 1895. — Cour Reims, 6 décembre 1897.

(2) Cour Paris. D. P. 1899-2-256.

La Cour de Cassation consacra cette jurisprudence par un arrêt du 5 décembre 1899 (1) (note de M. THALLER).

« Attendu qu'il n'existe aucun lien de droit entre la partie par un incendie et la Compagnie à laquelle est assuré, contre le recours des voisins, l'auteur du sinistre; que par suite cette Compagnie ne peut être directement assignée, par le sinistré, en même temps que l'assuré, devant le tribunal du domicile de ce dernier en réparation du préjudice causé; attendu qu'il n'y a pas de connexité entre l'action en indemnité intentée par la partie lésée contre l'auteur responsable de l'incendie et l'action dirigée par celui-ci contre la Compagnie avec laquelle il a contracté une assurance; que chacune de ces actions est directe et principale. »

Cette solution admise par la Cour de Cassation fut à nouveau renversée par une nouvelle décision en sens contraire qui fut consacrée par un arrêt du 17 juillet 1911 (2).

« Attendu, dit l'arrêt, que le bailleur avait contre la Compagnie d'assurance, en vertu d'un droit propre, une action directe dont l'exercice exigeait toutefois la présence du locataire aux débats; qu'il était nécessaire en effet de fixer contradictoirement entre les parties, d'une part le chiffre de la créance du propriétaire contre le locataire, et d'autre part, le montant

(1) Cass. civ., 5 décembre 1899. D. P. 1901-1-457.

(2) Cass. civ., 17 juillet 1911. D. P. 1912-1-81, note de M. PLANIOL.

des indemnités dues par l'assureur à ce dernier, tant pour la perte du mobilier que pour risques locatifs et affectés, à due concurrence, au remboursement de la créance du propriétaire.»

Voir dans le même sens depuis 1911 (1).

Cette solution semble assez naturelle puisque l'indemnité est réservée à certaines personnes dans la mesure du possible. Ce serait une étrange subtilité d'obliger l'assureur à conserver cette somme dans l'intérêt d'une personne déterminée et en même temps d'empêcher cette personne de la réclamer en justice: ce qui pourrait être touché à l'amiable si le tiers se présentait à la caisse de la Compagnie, peut être réclamé par voie d'action.

Dès lors, le propriétaire possède deux actions, l'une contre son locataire, l'autre contre l'assureur du locataire. Toutes deux tendent au même but: la réparation du dommage qui lui a été causé. Il a ainsi deux défendeurs devant lui et l'alinéa 2 de l'article 59 c. pr. civile est applicable; il peut les actionner tous les deux devant le tribunal de l'un d'eux. La connexité des deux actions peut résulter aussi bien de leur communauté d'objet que de leur communauté d'origine (2).

(1) Vitry-le-François, 6 juin 1912. *Rec. pér. assur.*, 1912, p. 354. — Trib. civ. Ploërmel, 21 décembre 1922. *Rec. pér. assur.*, 1923, p. 3.

(2) Cour Paris, 30 juin 1892. D. P. 1893-2-543.

SECTION DEUXIÈME

Garanties accordées par les lois du 9 Avril 1898 et du 31 Mars 1905 à l'ouvrier victime d'un accident du travail.

Avant la loi du 9 avril 1898, les combinaisons offertes par la pratique pour apporter une amélioration au sort des travailleurs étaient assez fréquentes. Les ouvriers étaient exposés à des dangers provenant d'une double cause: l'accident pouvait résulter, soit de la faute du patron, soit d'un cas fortuit ou de la faute de l'ouvrier lui-même ou d'une cause restée inconnue. Dans la première hypothèse l'ouvrier avait contre le patron une créance d'indemnité basée sur l'article 1382 du Code civil qui était alors applicable; dans la deuxième, le patron n'étant pas en faute échappait à toute responsabilité à l'égard de l'ouvrier. En présence de cette double situation on avait imaginé deux combinaisons différentes d'assurances: pour le cas où le patron serait légalement responsable de l'accident, à raison d'une faute commise par lui, il contractait une assurance à l'effet de se couvrir de la dépense que lui imposerait le paiement de dommages-intérêts mis à sa charge. En vue du second cas,

le patron, gérant en quelque sorte l'affaire de ses ouvriers stipulait de la Compagnie d'assurances le paiement d'un capital ou d'une rente, non pas entre ses mains, mais entre les mains des ouvriers comme ceux-ci aurait pu le faire s'ils avaient été prévoyants pour se préoccuper à l'avance des dangers que leur faisait courir l'exercice de leur métier. La première assurance, celle qui avait pour objet de garantir le patron contre les conséquences de sa propre responsabilité était connue sous le nom d'assurance de responsabilité. La seconde, celle qui devait directement profiter à l'ouvrier, indépendamment de toute responsabilité du patron, était connue en théorie sous le nom d'assurance de réparation et désignée en pratique sous le nom d'assurance collective parce qu'elle était contractée collectivement au profit de tout le personnel ouvrier de l'entreprise, sans désignation comme bénéficiaire de tel ou tel ouvrier.

Quelles actions appartenaient à l'ouvrier victime de l'accident? Des distinctions sont nécessaires. Toute action de l'ouvrier est irrecevable, soit contre le patron, soit contre la Compagnie quand il est étranger au contrat d'assurance, ne s'y est point immiscé, soit qu'il n'ait pas subi de retenues sur son salaire et concouru ainsi au paiement des primes, soit que le contrat de louage de services n'ait pas prévu expressément ou implicitement l'assurance et n'en ait pas fait en quelque sorte un élément du contrat de louage de service. Aucun lien de droit ne s'est formé entre l'ouvrier d'une part, le patron et la Compagnie d'as-

surances d'autre part. Au contraire l'ouvrier a-t-il participé au paiement des primes, il peut se prévaloir du contrat.

Dans quelle mesure et contre qui? S'agit-il de l'assurance de responsabilité? Elle a été contractée exclusivement dans l'intérêt du patron, couvrant la responsabilité qui lui incomberait à propos d'accidents survenus par sa faute; celui-ci n'a pas eu en vue l'intérêt de ses ouvriers, à moins qu'on ne prétende qu'il les a garantis contre l'étendue de son insolvabilité. On doit décider que l'ouvrier n'a d'action que contre son patron; encore cette action est-elle basée sur l'article 1382. Elle ne se rattache pas au contrat d'assurance. S'agit-il de l'assurance accident? La jurisprudence admet l'action directe de l'ouvrier contre la Compagnie. On considère que le patron a géré l'affaire de ses ouvriers en souscrivant une assurance collective. Le lien de droit entre l'ouvrier et la Compagnie résulte d'un accord tacite; ils ont accepté la gestion d'affaires telle que l'a entreprise le patron (1).

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Cassation de 1885, que X..., ouvrier mineur, a versé entre les mains des entrepreneurs la prime de 2 % calculée sur son salaire et stipulée au profit de la Compagnie; qu'il en résulte que la convention intervenue entre elle et les entrepreneurs constitue, au regard des ouvriers,

(1) Cass. civ., 1^{er} juillet 1885. D. P. 1886-1-201. — Paris, 30 octobre 1885. D. P. 1888-2-25. — Rennes, 22 mars 1887. D. P. 1838-2-224. — Paris, D. 1898-2-94.

un véritable gestion d'affaires, dans le sens de l'article 1872 du Code civil; qu'elle a été exécutée et ratifiée par X... au moyen du paiement des primes et qu'ainsi il s'est établi entre lui et la Compagnie un lien de droit qui obligeait celle-ci envers lui au cas d'accident; que c'est donc avec raison que l'arrêt dénoncé a reconnu que X... avait pu valablement exercer contre elle une action directe pour la faire condamner à lui fournir l'indemnité convenue.»

De cet arrêt de la Cour de Cassation il faut conclure que l'on doit s'attacher uniquement à la volonté des parties. Le plus souvent ce sera le consentement de la Compagnie qui fera défaut. On sait en effet que toutes les polices d'assurances accidents sont conçues en ce sens que l'assurance ne crée de lien de droit qu'entre la Compagnie et le patron souscripteur: il est alors impossible d'accorder à la victime une action directe contre la Compagnie en vertu des principes de la gestion d'affaires (1).

L'assurance, telle qu'elle était pratiquée à cette époque perdait une grande partie de son importance et de ses effets utiles parce qu'elle mettait aux prises, lors du règlement du sinistre, une personne privée de ressources et ignorante de ses droits avec une Compagnie toute puissante et tout au moins avisée. La pratique signalait les transactions absolument ruineuses pour la victime, établies dans des conditions qu'il

(1) Nîmes, 20 mars 1895. D. P. 1896-2-74. — Nîmes, juillet 1895. D. P. 1896-2-72.

n'était pas possible de supporter. Si bien qu'étant donnés cette situation d'une part et le désir exprimé d'autre part par tous ceux qui désireraient assurer au ouvriers, par des dispositions spéciales, le paiement des indemnités il parut indispensable de recourir à une réforme législative. Tous les projets continrent des dispositions tendant à « organiser un système de sûretés de paiement des indemnités protégeant l'ouvrier tant contre l'insolvabilité du patron que contre celle de l'assureur et lui garantissant à tout événement une juste et équitable réparation des accidents dont il est victime. »

L'apparition de la loi du 9 avril 1898 est venue jeter un peu de clarté dans la matière. Par l'effet de cette loi qui régit toutes les entreprises industrielles et qui même a été étendue aux entreprises commerciales par la loi du 12 avril 1906, aux entreprises agricoles par la loi du 15 décembre 1922, le patron est désormais responsable de plein droit envers des employés et ouvriers de tous les accidents qui les atteignent alors même que ces accidents ne seraient pas dus à sa propre faute. Il en résulte que l'assurance de réparation a perdu aujourd'hui, du moins en ce qui touche les accidents ouvriers, presque toute sa portée pratique, tandis que l'assurance de responsabilité au contraire, a vu presque indéfiniment étendre son domaine.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 9 avril 1898

modifié par la loi du 31 mars 1905 (1) « s'il y a assurance, l'ordonnance du Président ou le jugement fixant la rente allouée spécifie que l'assureur est substitué au chef d'entreprise dans les termes du titre IV (de la loi de 1898) de façon à supprimer tout recours de la victime contre le dit chef d'entreprise. »

Une circulaire ministérielle du 3 mai 1905 avait interprété de la manière suivante l'article 16 nouveau : « En déclarant qu'au cas d'assurance, l'ordonnance ou le jugement fixant la rente substituent désormais l'assureur au chef d'entreprise débiteur, la loi nouvelle n'a pas pour effet de décharger les chefs d'entreprise assurés, en cas de résistance ou d'insolvabilité de leurs assureurs, des responsabilités pécuniaires dont la loi du 9 avril 1898 suffisait à les garantir; mais elle met obstacle à l'exercice même de l'action que l'ouvrier non payé à l'échéance pouvait, à la rigueur, diriger contre le patron resté son débiteur direct, par préférence à la procédure rapide et sans frais mise par ailleurs à sa disposition pour obtenir le paiement de sa créance sur le fonds de garantie visé par l'article 24 de la loi. Désormais la procédure suivie par le chef d'entreprise, qui peut seul être juridiquement en cause jusqu'à l'obtention de l'accord ou du jugement prévus par l'article 16, ne devient dès cet accord ou ce jugement applicable tous ses effets qu'à l'assureur, qui lui est ainsi immédiatement et définitivement subs-

(1) D. P. 1905-4-109.

titué par l'ordonnance ou le jugement. » Done, si l'assureur est substitué au chef d'entreprise c'est pour supprimer tout recours de la victime contre le dit chef d'entreprise. La jurisprudence a interprété la loi contrairement à la circulaire ministérielle en ce qui concerne la mise en cause de l'assureur dans l'instance en paiement de l'indemnité (1).

« Attendu, dit cet arrêt, qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la loi que l'assureur est mis par la loi elle-même au nombre des parties en cause, non seulement lors de la comparution en conciliation, mais aussi dans l'instance qui peut en être la suite et dont la convocation du président constitue l'acte introductif. ». Voir également (2).

« Attendu que l'article 16 de la loi de 1898 implique nécessairement la mise en cause de l'assureur devant le tribunal du lieu de l'accident, et la compétence du tribunal pour connaître des contestations, quelles qu'elles soient et quelles que soient les clauses de la police, qui peuvent s'élever entre l'assuré et l'assureur, alors même que ce dernier dénierait l'assurance. »

C'est donc une véritable action directe qui a été accordée à la victime contre la Compagnie d'assurances. Elle lui permet d'obtenir, de suite, une décision opposable à la fois à son patron et à son assureur.

(1) Cass. Req., 19 octobre 1908. D. P. 1910-1-57.

(2) Cass. civ., 5 janvier 1910. D. P. 1910-1-57.

SECTION TROISIÈME

Étude de la loi du 28 Mai 1913

(Paragraphe 8 de l'article 2102 du Code Civil)

La loi du 28 mai 1913 a ajouté à l'article 2102 du Code civil les dispositions suivantes: « Sont privilégiées, les créances nées d'un accident au profit des tiers lésés par un accident ou de leurs ayants-droit, sur l'indemnité dont l'assureur de responsabilité civile se reconnaît ou a été judiciairement reconnu débiteur à raison de la convention d'assurances. »

« Aucun paiement fait à l'assuré ne sera libératoire tant que les créanciers privilégiés n'auront pas été désintéressés. »

Quel a été le but de ce texte? Faire en sorte que la victime bénéficie, à l'exclusion de tout autre, de l'assurance qui a été contractée en vue de son indemnisation, ce qui n'a pas lieu si l'assuré touche l'indemnité et n'indemnise pas la victime ou si l'assuré étant en faillite, la victime voit l'indemnité tomber dans la masse et doit se contenter d'un dividende. Il y a là un résultat regrettable: l'indemnité d'assurance est détournée de son affectation naturelle et les autres créanciers de l'auteur du dommage bénéficient d'une somme qui avait une destination spéciale. Comme l'a

fait la loi du 18 février 1889 pour les indemnités dues par l'assureur contre l'incendie, le législateur de 1913 a voulu empêcher le détournement par l'assuré et le concours des autres créanciers avec la victime.

Ainsi que nous avons pu le constater, la loi du 28 mai 1913 est allée plus loin que la loi de 1889 puisque le privilège de la victime sur l'indemnité d'assurance est consacré formellement. D'autre part cette loi a une portée plus générale et s'applique à nombre de cas d'assurances de responsabilité; en effet le terme « accident » est très compréhensif. Nous n'irons cependant pas jusqu'à dire que ce terme englobe tous les cas d'assurances de responsabilité de sorte que le texte de loi serait un texte d'ordre général réglementant toute la matière de cette sorte d'assurance. En effet si nous consultons les travaux préparatoires de la loi nous constatons que M. DESPLAS, de qui émane la proposition de loi, a fait remarquer que le texte ne viserait pas tous les cas d'assurances de responsabilité mais seulement les cas d'assurances accidents.

« La solution que nous proposons, dit-il, a été adoptée dans des termes un peu différents, et sans l'énonciation expresse d'un privilège, par l'Association des Assurances Sociales, mais étendue à toutes les assurances de responsabilité. » Raisonnant a contrario nous concluerons que la loi du 28 mai 1913 n'est pas d'une application générale.

La jurisprudence, statuant ici pour un cas très voisin de celui que lui avait présenté l'interprétation de

la loi de février 1889 est passée également par les mêmes étapes. Après des divergences entre les Cours d'appel, la Cour de Cassation a admis que le paragraphe 8 de l'article 2102 du Code civil devait être analysé comme donnant à la victime d'un accident un droit d'action directe contre l'assureur de responsabilité civile de l'auteur de l'accident.

C'est un arrêt de la Cour de Paris du 26 février 1918⁽¹⁾ qui, le premier, a admis que la loi de 1913 avait implicitement accordé une action directe à la victime. « Considérant, dit cet arrêt, que la loi du 28 mai 1913 ne fait qu'étendre aux accidents les garanties édictées par la loi de 1889 en matière d'incendie ; que cette loi investit le créancier d'un droit propre sur le montant de l'assurance pour le recouvrement des sommes qui lui sont dues ; que l'assureur ne peut en effet se dessaisir des indemnités dues avant que le créancier n'ait été désintéressé ; qu'il suit de là que le créancier a une action directe contre la Compagnie qui a garanti les conséquences de l'accident imputable à son assuré. »

Voir également dans le même sens : ⁽²⁾

(1) Cour Paris, 26 février 1918. D. P. 1919-2-18. S. 19-2-48.

(2) Trib. civ. Caen, 29 janvier 1923. *Rec. pér. assur.*, 1923, 155. — Trib. civ. Seine, 4 mars 1924. *Gaz. Pal.* 1924-2-615 avec les conclusions de M. le Substitut LYON-CAEN. — Sur appel Cour Paris, 18 janvier 1926. *Gaz. Pal.* 1926-1-756. — Roubaix, 16 janvier 1925. *Gaz. Pal.* 1925-1-625. *Rec. pér. assur.*, 1925, 126. — Besançon, 18 mars 1925. *Gaz. Pal.* 1925-2-70. *Rec. pér. assur.*, 1925, 122.

Les arrêts précités sont motivés différemment et bien souvent ils se bornent à reconnaître l'existence de l'action directe; ils ne démontrent pas cette existence.

Nous citerons les attendus du jugement rendu par le tribunal civil de Caen, en date du 29 janvier 1923, précité, parce qu'il nous semble que les motifs invoqués sont identiques à ceux qui pousseront en 1926 la Cour de Cassation à admettre l'action directe de la victime contre l'assureur. « Attendu, dit le jugement, que bien que la dette éventuelle de la Compagnie trouve son principe dans son contrat avec l'assuré et que la créance que peut avoir la victime de l'accident contre le même assuré trouve sa source dans un quasi délit, la première obligation est unie à l'autre par un lien de dépendance absolue; attendu que la responsabilité civile de l'assuré envers l'accidenté est la première condition indispensable pour faire jouer le contrat d'assurance; attendu d'autre part que par le privilège institué par la loi de 1913 l'indemnité doit nécessairement profiter d'une façon entière et exclusive à la victime de l'accident, tout paiement fait à son préjudice n'étant pas libératoire; attendu que cette double considération que l'accidenté est l'unique et nécessaire bénéficiaire de la dette de l'assureur, dont sa propre créance est la cause et la mesure, il découle qu'il est investi d'un droit propre sur l'indemnité due par l'assureur; attendu que pouvant à raison de ce droit propre recevoir valablement à l'amiable le paiement de l'indemnité aux caisses de la Compagnie, l'accidenté doit, par une conséquence logique, pouvoir la

réclamer judiciairement à celle-ci, c'est-à-dire qu'il a contre elle une action directe; attendu que la victime d'un accident dont l'auteur responsable est assuré a ainsi deux débiteurs et deux actions à sa disposition: l'une contre cet auteur, l'autre contre l'assureur de ce dernier; attendu qu'il doit seulement, s'il exerce l'action directe, mettre en cause également l'assuré afin que puissent être fixés contradictoirement, d'une part le chiffre de la créance née du quasi-délit et d'autre part le montant de l'indemnité à concurrence duquel l'assureur est tenu par son contrat; attendu que la situation juridique créée par la loi de 1913 est absolument identique à celle créée par la loi de 1889 en matière de risque locatif, tous les termes du raisonnement, soit en matière d'incendie, soit en matière d'accidents, sont superposables et que la solution doit être identique. »

La jurisprudence, toujours avant notre arrêt capital de la Cour de Cassation, était divisée et bien des tribunaux et Cours d'appel statuaient négativement lorsqu'était posée la question de l'admission de l'action directe. Voir: (1).

(1) Trib. civ. Seine: 25 novembre 1920. *Rec. pér. assur.*, 1922, 430. 13 décembre 1921. *Rec. pér. assur.*, 1922, 251. — Cour de Caen, 9 mai 1925. *Gaz. Pal.* 1925-2-329. — Cour de Paris, 11 décembre 1925. *Gaz. Pal.* 1926-1-117. *Rec. pér. assur.*, 1925, 407. Trib. civ. Seine, 22 février 1926. *Rec. pér. assur.*, 1926, 139. — Trib. comm. St-Quentin, 16 mars 1926. *Gaz. Pal.*, 1926-1-742.

« Attendu, dit la jurisprudence, que l'esprit et l'intention de la loi de 1913 ne sont pas d'investir la victime d'un accident d'un droit propre et personnel sur l'indemnité d'assurance due à l'assuré; que le législateur n'a voulu que créer un privilège au profit du tiers lésé de façon à ce que la somme qui lui est due ne tombe plus injustement comme par le passé dans l'actif d'un assuré en état de faillite ou de liquidation judiciaire et ne vienne pas enrichir la masse des créanciers; attendu que si la loi de 1913 avait entendu accorder au tiers lésé autre chose qu'un privilège sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur responsable de l'accident et avait voulu créer au profit de ce tiers une action directe contre l'assureur, elle se serait exprimée nettement et formellement comme l'ont fait la loi du 19 février 1889 et l'article 16 de la loi du 9 avril 1898 pour attribuer une pareille action au profit du propriétaire sur l'indemnité d'assurance stipulée par le locataire pour risques locatifs et au profit de la victime d'un accident du travail sur l'indemnité due à l'employeur. »

La jurisprudence était donc divisée; certains tribunaux se bornaient à appliquer strictement l'article 1165 du Code civil: « Res inter alios acta » et refusaient d'admettre que la convention d'assurance contenait une stipulation pour autrui, d'autre, interprétant plus largement la loi du 28 mai 1913, admettaient que la disposition nouvelle attribuait implicitement une action directe au tiers victime de l'accident.

L'arrêt de principe de la Cour de Cassation du

14 juin 1926 (1) est venu mettre fin à ces controverses et semble avoir définitivement cloturé l'ère des discussions. « Attendu, dit l'arrêt, que la victime trouve dans le droit propre qui lui est conféré par la loi de 1913, droit propre contenu dans la disposition mentionnant « qu'aucun paiement fait par l'assureur ne sera libératoire tant que le créancier privilégié n'aura pas été désintéressé », la source d'une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré à l'effet de fixer contradictoirement entre les parties, d'abord l'existence de la créance de réparation et son montant, et en second lieu, l'indemnité due par l'assureur et que ce dernier sera tenu, jusqu'à due concurrence de verser entre ses mains ; que l'obligation imposée à l'assureur de conserver cette somme dans l'intérêt de la personne lésée a pour conséquence nécessaire de permettre à celle-ci d'en réclamer directement le paiement ; que les stipulations de la police ne peuvent mettre obstacle à l'exercice d'un droit que le créancier privilégié tenait, non de ce contrat, mais de la loi. » Dans le même sens depuis 1926 voir (2).

(1) Cass. 14 juin 1926. D. P. 1927-1-57, note de M. JOSSERAND, conclusions de M. COLIN, conseiller. S. 1927-1-25, note de M. ESMEIN.

(2) Cour Chambéry, 26 octobre 1926. *Gaz. Pal.*, 1926-1-171. — Tr. civ. Rouen, 8 novembre 1926. *Gaz. Pal.*, 1927-1-197. — Tr. comm. Seine, 20 mai 1927. *Gaz. Pal.*, 1927-A-188. — Trib. comm. Roanne, 13 octobre 1927, *Gaz. Pal.*, 1927-2-725. — Tr. civ. Nice, 1^{er} juin 1927. *Gaz. Trib.*, 1927, 31 décembre. — Tr. civ. Alpes-Maritimes, 1^{er} juin 1927. *Gaz. Trib.*, 30 déc. 1927. — Tr. civil. Montpellier, 17 février

Nous constatons donc que la jurisprudence admet unanimement l'attribution de l'action directe à la victime de l'accident.

La loi a voulu donner pleine garantie à la victime lorsqu'il y a assurance et lui transférer la créance au jour de l'accident. Certains tribunaux ont cherché à tort à faire entrer la disposition nouvelle dans des moules juridiques existant pour les conventions: stipulation pour autrui, novation, délégation. Ce sont des explications qui, une fois admises, et non démontrées, permettent d'établir facilement l'existence du lien de droit nouveau existant entre la victime et l'assureur, lien de droit indépendant de celui liant l'assuré à l'assureur.

Ainsi que nous le constatons, l'évolution jurisprudentielle a été la même que celle qui s'était produite lorsque s'était posée la question de savoir si la loi du 19 février 1889 pouvait être interprétée comme attribuant au propriétaire ou au voisin une action directe contre l'assureur des risques locatifs ou du recours des voisins. Les deux cas sont identiques et la même solution devait être donnée.

1928. D. H. 1928, p. 314. — Loire-Inférieure, 4 février 1928. D. H. 1928, p. 298. — Tr. comm. Reims, 9 mars 1928. *Gaz. Pal.*, 1928-1-748. — Cour de Dijon, 12 juin 1928. *Gaz. Pal.*, 1928-2-671. — Cour de Besançon, 2 juillet 1928. D. H. 1928, p. 440. — Cour de Toulouse, 8 octobre 1928. *Gaz. Pal.*, 19 novembre 1928.

Actuellement les positions de la jurisprudence sont donc les suivantes : il y a attribution à la victime, au cas d'assurance de responsabilité, d'une action directe contre l'assureur de responsabilité. Cette solution est consacrée pour les cas que nous avons envisagés ; et ce sont les plus fréquents.

Nous devons examiner les conséquences tirées par la jurisprudence de l'action directe accordée à la victime, autrement dit, voir quels sont les droits de la victime contre l'assureur.

Ensuite nous critiquerons la notion d'action directe, nous essaierons de démontrer que les lois de 1889 et de 1913 n'attribuent pas implicitement un droit direct au tiers lésé contre l'assureur du responsable.

DEUXIÈME PARTIE

Les droits de la victime contre l'assureur

La jurisprudence ayant consacré l'action directe au profit de la victime contre l'assureur, nous devons examiner les conséquences qui découlent de l'admission de ce droit exorbitant.

A) C'est d'abord la faculté pour la victime d'assigner l'assuré en même temps que l'assureur, afin de faire fixer contradictoirement, et le montant de la créance en réparation et l'indemnité due par l'assureur et que ce dernier sera tenu de verser entre ses mains, jusqu'à due concurrence. Cette solution est exprimée par les arrêts de la Cour de Cassation des 17 juillet 1911 et 14 juin 1926.

« Attendu, dit l'arrêt de 1911, qu'il est nécessaire de faire fixer contradictoirement entre les parties, d'une part le chiffre de la créance du propriétaire contre le locataire et, d'autre part, le montant des indemnités dues par l'assureur à ce dernier, et affectées, à due

concurrence, au remboursement de la créance du propriétaire. »

L'arrêt de 1926 s'exprime en ces termes : « Attendu que la victime d'un accident possède une action directe lui permettant de mettre en cause l'assureur en même temps que l'assuré à l'effet de fixer contradictoirement entre les parties, d'abord l'existence de la créance en réparation et son montant, et en second lieu l'indemnité due par l'assureur et que ce dernier sera tenu de verser entre ses mains. »

Cette pratique est intéressante pour la victime qui, en une seule instance, pourra liquider complètement l'affaire. Au lieu d'être obligée d'assigner d'abord le locataire ou l'auteur de l'accident (lois de 1889 et de 1913), afin d'obtenir contre eux une condamnation pour le cas où il n'y aurait pas eu d'accord amiable, et d'avoir ensuite à se retourner contre l'assureur qui mettrait de la mauvaise volonté à s'exécuter, la victime pourra désormais les assigner tous deux et obtenir une condamnation opposable à toutes les parties en cause. On a objecté l'absence de connexité entre les deux demandes, l'une ayant sa source dans la responsabilité civile de l'assuré envers la victime, l'autre dérivant du contrat d'assurance passé entre l'assureur et l'assuré. Cette solution est exacte si l'on admet la conception étroite que l'on donne parfois à la connexité et qui consiste à dire que « la connexité suppose deux affaires distinctes qui, sans être nécessairement liées entre elles, présentent de tels rapports que si les tribunaux rendaient deux jugements en sens contraire,

il n'y aurait sans doute pas opposition de chose jugée, mais il serait difficile ou même impossible de faire exécuter les deux sentences (1). »

Mais l'on tend à admettre aujourd'hui une conception plus large de la connexité. On entend par connexité : « non seulement les cas dans lesquels les demandes ont la même cause ou le même objet, mais d'une façon générale, s'il existe entre elles un tel lien qu'il y ait intérêt pour une bonne justice à les juger et à les instruire en même temps (2). » Il semble bien que l'arrêt du 17 juillet 1911 soit l'expression même de cette conception. Mais on peut trouver la justification d'un appel de l'assureur en garantie dans l'article 59 du Code de procédure civile, d'après lequel un créancier peut citer plusieurs défendeurs, débiteurs de la même dette, devant le tribunal de l'un d'eux. Il n'est pas nécessaire en effet que la demande repose sur le même titre.

La Cour de Cassation s'est prononcée en ce sens par un arrêt du 3 février 1914 (3). « Attendu, dit l'arrêt, que l'article 59 du Code de procédure civile qui permet au demandeur, lorsqu'il y a plusieurs défendeurs, de les assigner tous devant le tribunal du domicile de l'un d'eux, à son choix, n'exige pas que la demande repose sur le même titre vis-à-vis de chacun des dé-

(1) Voir arrêt C. cass. 2 décembre 1907. S. 1908-1-407.

(2) Confert : Glasson et Tissier. Procédure civile, 3^e édition, t. I, n° 278.

(3) D. P. 1914-1-312.

fendeurs; qu'il suffit que le demandeur puisse sérieusement prétendre avoir une action directe et personnelle contre chacune des parties par lui assignées. »

L'action directe accordée à la victime contre l'assureur permettrait donc d'assigner devant le tribunal de l'assuré, et l'assureur et l'assuré. La chambre des requêtes de la Cour de Cassation s'était prononcée en sens contraire (1), mais elle vient (2) d'adopter la solution de la chambre civile par un arrêt en date du 15 avril 1926.

B) Une clause de la police interdisant la mise en cause de la Compagnie en cas de contestation entre l'assuré et le tiers lésé ne va-t-elle pas paralyser la mise en mouvement de l'action directe? La Cour de Cassation dans son arrêt du 14 juin 1926 répond en ces termes: « Attendu que les stipulations de la police ne peuvent mettre obstacle à l'exercice d'un droit que le créancier privilégié tient, non de ce contrat, mais de la loi. »

Le législateur a voulu donner à la victime des garanties spéciales. Il semble que la clause qu'invoquerait l'assureur pour empêcher son appel en garantie est contraire à l'ordre public. Le principe de la relativité des conventions, contenu dans l'article 1165 du Code civil, perdrait toute sa valeur, en l'espèce, son application est suspendue.

(1) Cass. Req., 18 mai 1909. S. 1909-1-233.

(2) Cass. civ. 15 avril 1926, D. P. 1926-1-356.

M. Demogue dit⁽¹⁾: « que le fait que sans le contrat il n'y aurait pas d'action directe n'empêche pas que la loi puisse créer un droit dès la naissance du contrat, et droit que celui-ci n'a pu empêcher de naître. »

C) Quels sont les rapports entre l'obligation du responsable et celle de l'assureur envers la victime du sinistre? Les deux obligations ne sont certainement pas conjointes et divisées, car l'assureur et l'assuré ne seraient tenus chacun que pour moitié, ce que personne jamais n'a affirmé. Elles ne sont pas davantage solidaires⁽²⁾ car la solidarité ne se présume pas. En outre elle suppose que les deux débiteurs sont obligés pour la même dette. Or tel n'est pas le cas. L'obligation du responsable naît d'un délit ou d'un quasi-délit; celle de l'assureur d'un contrat. Ni conjointe, ni solidaire, l'obligation de l'assureur revêt une physionomie particulière qui lui est imposée par la nature même du contrat. On s'est même demandé s'il n'y avait pas entre l'assureur et le responsable des rapports de caution à débiteur principal. C'est analyser faussement la situation des parties: l'engagement que prend l'assureur est principal et complètement indépendant de l'obligation qui lie le responsable au tiers lésé. Il y a

(1) DEMOGUE. — *Revue trimestrielle de Droit civil*, année 1925, p. 892.

(2) Voir dans le sens de la solidarité: Trib. civ. de Montpellier, 17 février 1928. D. H. 1928-314. — En sens contraire: Cour de Lyon, 8 mars 1928, *Moniteur de Lyon*, 28 septembre 1928.

un cas cependant où l'assureur paraît bien jouer le rôle de caution: c'est lorsqu'on lui refuse le droit de faire valoir contre le tiers lésé les déchéances encourues par l'assuré, alors que ces déchéances le libèrent vis-à-vis de son client. Dans cette hypothèse il n'est plus tenu personnellement, mais est obligé d'acquitter la dette d'un autre, ce qui est le propre de la caution. Les partisans de l'inopposabilité des déchéances lui accordent un recours contre le responsable pour les sommes qu'il a dû déboursier à sa place, avec subrogation dans les droits du tiers lésé. A quoi, peut-on mieux assimiler ce recours qu'à celui de la caution contre le débiteur principal ?

D) La quatrième question qui se pose relativement aux effets produits par l'action directe attribuée à la victime peut s'énoncer de la façon suivante: l'engagement de l'assureur est affecté, non seulement d'une condition suspensive, la survenance du sinistre, mais aussi d'un certain nombre de conditions résolutoires. Des circonstances déterminées et précisées dans la police permettent à l'assureur de considérer son obligation de garantie, soit comme suspendue, soit comme éteinte. C'est ainsi que l'effet de l'assurance est suspendu si l'assuré, mis en demeure par une lettre recommandée, conformément à un article de la police, néglige ou refuse de payer la prime. Il en est de même si l'assuré a omis de déclarer à la Compagnie une modification du risque assez importante pour motiver une augmentation de la prime. Il paraît certain que l'assurance est suspendue et que si pendant cette

période de suspension un sinistre survenait, le tiers lésé ne pourrait pas exercer sa demande directe contre l'assureur. Lorsqu'au lieu d'être suspendue, l'obligation de l'assureur est éteinte par la survenance de l'une des circonstances prévues à la police, l'assuré est déclaré « déchu » du bénéfice du contrat.

C'est ce qui résulte: 1° Du défaut de déclaration par l'assuré à l'assureur d'une modification du risque, si grave que l'assureur n'aurait pas traité, s'il l'avait connue avant de s'engager, son consentement se trouve vicié et la clause d'exonération est conforme aux principes généraux régissant les conventions;

2° De déclaration tardive du sinistre; les polices fixent un délai très court, généralement trois jours, dans lequel l'assuré doit prévenir la Compagnie de la survenance du sinistre;

3° De tout acte de l'assuré, non autorisé par la Compagnie, et qui peut être interprété comme un aveu de la responsabilité ou une acceptation de la transaction.

Toutes ces clauses qui prévoient ces causes de déchéance librement acceptées par l'assuré et non contraires à l'ordre public sont, malgré leur rigueur, sanctionnées et appliquées par les tribunaux. C'est la loi des parties.

Quand l'une de ces conditions résolutives est réalisée, il semble bien que le droit de la victime s'évanouisse, comme la créance de l'assuré contre l'assureur, et que l'action directe de la victime contre l'assureur soit vouée à un échec certain.

La victime, ayant un droit direct contre l'assureur ne va-t-elle pas pouvoir soutenir que les déchéances opposables par ce dernier à l'assuré ou au moins certaines d'entre elles ne lui sont pas opposables? Il est indéniable que l'action que possède le tiers lésé trouve son fondement dans le contrat d'assurance passé entre l'assureur et l'assuré dont le bénéfice est transporté sur sa tête. Par exemple la victime ne peut rien réclamer à l'assureur si l'engagement de ce dernier est entaché de nullité ou résoluble, soit en vertu de la loi, soit en conséquence d'une disposition du contrat: réticence, non paiement des primes (1). La question n'a pas été tranchée par la Cour de Cassation dans son arrêt de principe le 14 juin 1926. Cependant les Cours d'appel ont statué et ont résolu différemment le problème. Celles refusant l'action directe à la victime déduisent logiquement de cette solution que les déchéances sont toutes opposables à la victime (2). Ces arrêts s'appuient en général sur le caractère « *intuitu personae* » du contrat d'assurance pour déclarer opposables aux ayants-cause du responsable les déchéances encourues par celui-ci.

Mais les Cours d'appel qui admettent l'action directe

(1) Cass. civ. S. 1923-1-8. Note de HUGUENEY. — Cour Paris, *Gaz. Pal.*, 1926-1-726.

(2) Trib. comm. Seine, 11 novembre 1913. *Rec. pér. assur.*, 1915, 68. — Trib. comm. St-Quentin, 16 mars 1926. *Gaz. Pal.*, 1926-1-742. — Trib. civ. Seine, 22 février 1926. *Rec. pér. assur.*, 1926, 139. — Trib. civ. Melun, 8 mars 1928. D. H. 1928, 346.

au profit de la victime font une distinction entre les déchéances dont la cause est antérieure et celles dont la cause est postérieure au sinistre. Les premières seules seraient opposables à la victime (1).

« Attendu dit l'arrêt de la Cour de Besançon du 18 mars 1925 que les déchéances postérieures à l'accident ne peuvent être opposées à la victime; que si on admettait le contraire, il dépendrait de l'assuré, soit par collusion avec l'assureur, soit pour nuire à la victime, d'abolir la créance de cette dernière et d'aggraver ainsi, en cas d'insolvabilité, le dommage qu'il lui a causé en rendant inopérante toute action en récupération. »

« Considérant, dit l'arrêt de la Cour de Paris du 18 janvier 1926, que le droit privatif reconnu à la victime sur l'indemnité d'assurance et sanctionné par une action directe contre l'assureur prend naissance du jour même du délit en même temps que la dette créée à la charge de l'assuré du fait de ce délit, que la créance d'indemnité passée à la partie lésée dès l'instant de l'accident ne saurait être compromise par aucun

(1) Tr. civ. Roubaix, 16 janvier 1925. *Gaz. Pal.*, 25-1-622. *Rec. per. assur.*, 1925, 126. — Cour de Besançon, 18 mars 1925. *Gaz. Pal.*, 1925-2-70. *Rec. pér. assur.*, 1925, p. 122. — Cour de Paris, 18 janvier 1926. *Gaz. Pal.*, 1926-1-756. — Tr. civ. Rouen, 8 novembre 1926. *Gaz. Pal.*, 1927-1-197. — Tr. comm. Roanne, 13 octobre 1927. *Gaz. Pal.*, 1927-2-725. — Loire-Inférieure, 4 février 1928. D. H. 1928, 298. — Reims, 9 mars 1928. *Gaz. Pal.*, 1928-1-748. — Cour Besançon, 2 juillet 1928. D. H. 1928, 440. — Cour Toulouse, 8 octobre 1928. *Gaz. Pal.*, 19 novembre 1928.

fait postérieur de l'assuré auteur de l'accident; considérant il est vrai que cette créance advient à la victime telle qu'elle se comporte d'après le contrat d'assurance avec les modalités et conditions résolutoires qui peuvent l'assortir; mais considérant que la déchéance prévue par l'article 5 de la police (transmission de pièces par l'assuré à l'assureur), loin d'anéantir le contrat d'une façon résolutoire prive seulement l'assuré de l'indemnité afférente au sinistre à l'occasion duquel le manquement s'est produit tout en laissant subsister ses obligations et aussi son droit à la réparation en cas d'autre accident suivi de déclarations régulières; que cette déchéance se présente ainsi avec le caractère d'une peine préfixée par la convention comme sanction des obligations ou formalités imposées à l'assuré; que la victime ne saurait donc, à partir du moment où elle est devenue bénéficiaire exclusive de la créance d'indemnité d'assurance, supporter la peine à laquelle a pu s'exposer l'assuré, pas plus qu'elle ne saurait voir éteindre par un remise de dette ou autre convention émanée de l'assuré cette même créance entrée dans son patrimoine du jour de l'accident. »

Ainsi, les arrêts des Cours d'appel ont dit que le droit de la victime ne pouvait manquer par un fait de l'assuré postérieur à l'accident, soit parce qu'on donnerait par là champ libre à une collusion de l'assureur et de l'assuré à son détriment ou à une remise de dette par l'assuré à l'assureur, laquelle serait inopposable à la victime d'après la Cour de Paris. Cette

dernière Cour a même qualifié la déchéance de « peine préfixée par la convention ». Ces considérations ne sont peut-être pas sans valeur. Le droit du tiers lésé serait ainsi à la merci de la mauvaise foi de l'assuré ou même d'une omission due à un oubli ou à une ignorance qui ne sont pas exclusives d'une entière bonne foi.

La validité des clauses qui prévoient et précisent les cas de déchéance est au-dessus de toute discussion. Pourtant c'est infliger à l'assuré une véritable sanction pénale que de le priver de la garantie qui constitue la contrepartie des primes, soit parce que l'assuré n'a pas averti la Compagnie dans trois ou quatre jours qui ont suivi le sinistre, soit parce qu'il n'a pas assigné la Compagnie dans le délai convenu. Cette rigueur exceptionnelle peut trouver sa justification dans les rapports créés par l'assurance entre les parties contractantes, et notamment aux aléas auxquels l'assureur accepte de se soumettre.

Cependant il ne nous semble pas que la distinction opérée par les Cours d'appel entre les causes de déchéance antérieures et postérieures au sinistre soit une transaction satisfaisante. Dans le troisième chapitre nous critiquerons les solutions jurisprudentielles et essayerons de trouver une base juridique à l'action directe attribuée à la victime. Disons simplement pour l'instant que la discrimination entre causes de déchéances antérieures et postérieures au sinistre, pour si équitable qu'elle puisse être, ne peut avoir de fondement juridique. Les clauses de la police doivent jouer aussi bien dans les deux hypothèses. L'on ne voit

pourquoi les unes seraient opposables au tiers lésé alors que les autres ne le seraient pas. La police forme un tout. Les clauses qui s'y trouvent doivent être appliquées ou rendues inefficaces, en bloc. La distinction faite par la jurisprudence est basée plutôt sur des motifs d'équité que sur des principes juridiques.

E) Si la Cour de Cassation venait à rejeter la distinction établie par les Cours d'appel entre les causes de déchéance antérieures à l'accident et celles postérieures, la victime n'aurait-elle pas le moyen d'échapper aux clauses de la police? Il semble que oui. Elle pourrait, semble-t-il faire à l'assureur les déclarations que l'assuré négligerait ou omettrait de faire (1).

« Attendu, dit en substance, l'arrêt de 1926 que la victime d'un accident est fondée à procéder de sa propre initiative à la déclaration réglementaire, en temps utile et auprès de l'assureur afin d'échapper à la déchéance prévue par la police, en vertu de son droit de gage général résultant de l'article 2092 du Code civil (acte conservatoire) et en vertu de l'article 1166 du même Code (action oblique).

F) Lorsque l'auteur de l'accident est l'objet de poursuites correctionnelles devant le tribunal répressif, ce dernier est-il compétent pour statuer sur l'action directe accordée à la victime contre l'assureur de responsabilité?

(1) Cour cass. req., 30 novembre 1926. D. P. 1928-1-49, note de M. JOSSERAND. S. 1927-1-177, note de M. BALLEYDIER.

Un jugement du tribunal correctionnel de Seine-et-Marne (1) a admis la solution affirmative. Cette solution ne nous semble pas exacte. En effet, la cause initiale de l'action accordée à la victime réside, non pas dans l'accident lui-même mais dans les stipulations d'un contrat intervenu entre l'assuré et la Compagnie et dont l'exécution seulement, en ce qui concerne le paiement de l'indemnité, est subordonnée à la réalisation d'un événement problématique. Le contrat est le fondement de cette action et l'accident la condition qui permet à ce contrat d'être exécuté. L'infraction constatée par le tribunal n'est pas génératrice de l'obligation contractée par la Compagnie d'assurances ; cette obligation existe antérieurement, elle n'est déterminante que de l'attribution de l'indemnité à une personne qui se trouve individualisée. Le tribunal correctionnel ne peut connaître de l'action civile qu'accessoirement à l'action pénale et qu'autant que l'une est intimement liée à l'autre, il en est ainsi notamment en ce qui concerne le civilement responsable qui ne fait pas l'objet devant le Tribunal correctionnel d'une action civile distincte de celle qui est dirigée contre le prévenu et qui n'a pas pour se défendre devant cette juridiction de moyens propres ou qui lui soient personnels. Le tribunal correctionnel a épuisé sa compétence par la simple constatation que le fon-

(1) Tr. correct. Seine-et-Marne, 8 mars 1928. *Rec. pér. assur.*, 1928, n° 6.

dement de l'action réside, non pas dans l'infraction, mais dans une obligation civile.

Au surplus, le privilège établi par la loi du 28 mai 1913 en faveur de la victime, porte sur une créance et ne saurait conférer d'action directe contre la Compagnie avant que cette créance n'ait pris naissance; par suite si l'on peut concevoir que les deux actions, action destinée à établir la créance et action directe contre la Compagnie, puissent être exercées simultanément devant un même tribunal civil, la constatation du droit à indemnité précédant la condamnation prononcée contre la Compagnie, il ne peut en être de même devant la juridiction correctionnelle dont la compétence est épuisée lorsqu'elle a statué sur le montant de l'indemnité due à la partie civile.

G) Comment s'éteint l'obligation de l'assureur vis-à-vis de l'assuré? 1° L'assureur peut-il opposer à la victime la compensation résultant d'une créance née à son profit contre le responsable postérieurement au sinistre? Les textes de lois de 1889 et de 1913 lui interdisent une telle prétention, qu'elle que soit la théorie qu'on applique: droit direct ou indisponibilité.

Mais les créances de l'assureur qui, au moment du sinistre, étaient certaines, liquides, exigibles, pourront-elles se compenser avec l'indemnité? Si le tiers lésé devait être considéré comme un délégataire de l'indemnité dans toute la force du terme, cette compensation serait pour lui *res inter alios acta*.

La question ne paraît s'être posée que pour les créanciers hypothécaires visés par l'article 2 de la loi

de 1889. Un arrêt de la Cour de Paris du 2 décembre 1926 (1) les a déclarés inhabiles à critiquer la compensation.

« Considérant, dit l'arrêt, que la loi de 1889 n'a modifié ni les obligations synallagmatiques qui dérivent du contrat d'assurances, ni les règles qui ont toujours servi à la détermination de l'indemnité, que celle-ci n'est constituée qu'après l'exécution par l'assuré des obligations qui lui incombent et est formée par le montant net de la somme assurée, c'est-à-dire par celle qui subsiste par application des dispositions de la police et après déduction des primes impayées. ». On peut dire plus généralement : il y a un lien étroit entre un actif qui sort d'un patrimoine et un passif qui existe envers ce patrimoine et sans lequel la première somme ne serait pas sortie. De façon générale, lorsqu'une action directe est donnée, elle n'est ouverte que sous déduction des compensations qui ont pu s'opérer à raison de l'opération qui a fait naître la créance. Ainsi le sous-locataire actionné par le bailleur pourrait opposer la créance liquide qu'il a contre le locataire pour inexécution des clauses du bail.

2° La compensation s'établissant entre le tiers lésé et l'assuré libèrera-t-elle l'assureur? Evidemment pas envers l'assuré, car ce serait contraire au but du contrat d'assurance. Mais le tiers lésé peut-il arguer de

(1) Arrêt Cour de Paris, 2 décembre 1926. *Gaz. Pal.*, 1927-1-112. Voir: *Revue trimestrielle Droit civil*, article de DEMOGUE, année 1927, p. 198.

son droit direct contre l'assureur pour lui réclamer encore l'indemnité? Non, car le but de la loi a été de lui accorder des garanties de paiement et non de l'autoriser à toucher plus que ce qui lui est dû.

3° Comment se prescrit l'action en réparation de la victime contre le responsable? Si le fait dommageable est puni par la loi pénale, la prescription se fera dans les mêmes délais que la prescription de l'action publique. Aucune obligation de garantie à charge de l'assureur ne pourra naître lorsque l'action de la victime contre l'assuré sera prescrite.

Si nous admettions comme certains tribunaux l'ont fait, l'idée de délégation nous serions conduits à des résultats inadmissibles. Si l'on voyait dans le droit propre du tiers lésé un droit abstrait, indépendant des conditions qui l'ont fait naître, on en concluerait qu'il se prescrirait dans tous les cas par trente ans et que par suite l'assureur sera encore le débiteur de la victime quand l'assuré n'aura plus rien à craindre.

Les clauses de prescription conventionnelle sont-elles opposables à la victime? Si l'on admet qu'elle n'a pas plus de droits que l'assuré, l'assureur pourra se révaloir de cette prescription. Mais il est à présumer que la prescription sera assimilée aux autres exceptions naissant postérieurement au sinistre et dont l'effet est limité par beaucoup de tribunaux aux rapports de l'assureur et assuré (1).

(1) Voir Tr. civ. Montpellier, 17 février 1928. D. H. 1928-314.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Théories invoquées pour justifier le droit direct

I. Théorie fondée sur l'intention présumée des parties.

Ne doit-on pas voir dans l'assurance de responsabilité, réglementée comme elle l'est depuis 1889 en matière de risques locatifs et depuis 1913 en matière d'assurances-accidents, une stipulation pour autrui? L'assuré en même temps qu'il stipule pour lui-même, stipulerait de l'assureur le paiement de l'indemnité au profit de la victime éventuelle des dommages qu'il peut causer. Et le droit à indemnité entrerait directement dans le patrimoine de la victime, sans avoir jamais passé par celui de l'assuré. De telle sorte que, semble-t-il, ce droit serait hors de l'atteinte des causes qui, du chef de l'assuré, pourraient le paralyser.

Rien ne serait plus faux que pareille analyse.

a) Elle est d'abord nettement contraire à l'intention du législateur (voir Sirey, lois annotées, 1913-548). Le rapporteur au Sénat s'était opposé à la reconnaissance de tout ce qui pourrait ressembler à un droit direct au profit de la victime, de crainte de bouleverser complètement l'économie du contrat. En conséquence la commission du Sénat avait supprimé le dernier alinéa du projet qui déclarait que la Compagnie ne serait libérée qu'une fois la victime désintéressée. Mais, lors de la discussion, M. Th. GIRARD, proposa au Sénat des arguments qui firent revenir l'assemblée sur la décision de la commission. On adoptera la phrase actuelle du texte légal, d'où l'on a induit l'existence d'une action directe. Mais tout en faisant voter cette disposition, M. GIRARD faisait siennes les déclarations du rapporteur et spécifiait que le Sénat n'entendait nullement renverser l'agencement du contrat d'assurance en faisant une stipulation pour autrui. Donc les travaux préparatoires montrent que le législateur a entendu par dessus tout régler l'attribution et fixer la dévolution de l'indemnité d'assurance. Il a affirmé que la réforme réalisée ne portait aucune atteinte aux règles générales des contrats et n'avait en rien pour effet de réduire l'assurance de responsabilité à n'être qu'une forme de la stipulation pour autrui.

b) Contraire aux vœux du législateur, la thèse de la stipulation pour autrui paraît être contraire à la volonté des parties. L'assuré en contractant n'a-t-il pas été animé par une préoccupation essentiellement égoïste et personnelle? N'a-t-il pas eu pour objectif,

avant tout, de s'assurer lui-même, de se rendre indemne des dommages-intérêts? Son but n'a pas été de se constituer stipulant pour autrui, de procurer une indemnité à la personne lésée qui n'a rien fait, rien payé pour profiter de l'assurance. « Attendu (1) que l'existence d'une stipulation pour autrui aux termes de l'article 1121 du Code civil ne résulte pas du fait qu'un contrat serait susceptible de procurer certains avantages à un tiers, qu'il est indispensable en outre que les contractants aient entendu conférer un droit à ce tiers et n'aient pas traité dans leur intérêt exclusif. » (En sens contraire voir note de JOSSERAND, D. P. 1927-1-57): « l'assuré n'a-t-il pas cherché à détourner de sa tête la responsabilité d'un accident éventuel en plaçant entre sa victime et lui sa Compagnie d'assurance? » Et quand cela serait, il n'y aurait jamais qu'une stipulation de l'assuré pour son compte personnel.

c) Pent-on admettre la validité d'une stipulation pour autrui quand le bénéficiaire, comme ici, est indéterminé, peut-être même personne future? Si la stipulation est valable quand elle est faite au profit de personnes indéterminées (à condition d'être déterminables au moment où le contrat produira ses effets (2)),

(1) Cass. civ. 20 décembre 1911. D. P. 1912-1-486.

(2) Cass. civ. 5 mars 1888. D. P. 1888-1-365.

elle n'est pas valable lorsqu'elle est faite au profit de personnes futures (1).

d) En admettant même un instant que l'assurance de responsabilité doive s'analyser en un acte juridique de cette nature va-t-il en résulter que les moyens de défense, causes de nullité, déchéances que l'assureur peut opposer à l'assuré ne seront pas opposables à la victime? Nullement. En effet; la doctrine professe que le promettant peut opposer au tiers bénéficiaire tous les moyens de défense résultant du contrat, par exemple, des causes de nullité de ce contrat, ou le défaut d'exécution des obligations assumées par le stipulant à l'égard du promettant, notamment le non-paiement des primes; et pourquoi doit-il en être ainsi? C'est que l'engagement du promettant (la Compagnie d'assurances) envers le tiers prend naissance dans le contrat intervenu entre l'assuré et l'assureur; que c'est ce contrat qui en fixe les conditions de validité.

Il est conforme à l'intention probable des parties de présumer que la Compagnie n'a consenti à s'engager envers la victime éventuelle qu'en raison des engagements que l'assuré prenait envers elle; de telle sorte que si l'assuré ne remplit pas ses propres obligations (par exemple ne déclare pas l'accident ou ne transmet pas les pièces de procédure) l'assureur doit être dégagé de ses engagements de payer l'indemnité au tiers.

(1) Cour de Reims, 5 décembre 1889, D. P. 1903-2- 377, note de M. DUPUICH.

II. La délégation donnée comme base à l'action directe.

On a pensé ⁽¹⁾ à la notion de délégation pour expliquer la nature des rapports créés entre la victime et l'assureur. Il ne saurait être question ici de la délégation parfaite réglée par les articles 1275 et 1276 du Code civil et dont les applications pratiques sont rares. La délégation en effet n'est parfaite qu'autant que le délégataire renonce à sa créance contre le délégant pour n'avoir plus que le délégué comme débiteur, ce qui ne présente aucun intérêt pour le créancier. D'après le système de la jurisprudence, l'assuré, débiteur délègue au tiers victime sa propre créance contre l'assureur qui devient le débiteur délégué de la victime, le délégataire, sans que l'assuré, délégant, cesse de rester débiteur de dommages-intérêts.

La loi du 19 février 1889 a paru confirmer cette théorie. Elle déclare que l'indemnité d'assurance contre l'incendie « est attribuée sans qu'il y ait besoin de délégation expresse aux créanciers privilégiés et hypothécaires. » Ces expressions « sans qu'il y ait besoin de délégation expresse » ont amené certains auteurs (note de M. PLANIOL au D. P. 1912-1-81) à déclarer que les créanciers obtenaient cette indemnité en vertu d'une délégation légale, tacite, sous-entendue, que le

(1) Cour de Besançon, 18 mars 1925. *Rec. pér. assur.*, 1925, p. 122. *Gaz. Pal.*, 1925-2-70. — Loire-Inférieure, 4 février 1928. D. H. 1928, 298. — Trib. comm. Roanne, 13 octobre 1927. *Gaz. Pal.*, 1927-2-725. — Cour de Lyon, 7 juin 1926.

propriétaire de l'immeuble loué était délégataire de l'indemnité due au locataire.

Il est tout naturel que la loi de 1913, inspirée du même esprit que la loi de 1889, réalisant en matière d'assurances-accidents la même réforme que celle accomplie dans le domaine de l'assurance incendie ait conduit à la même interprétation: l'indemnité est déléguée de plein droit à la victime. Mais qu'est-ce à dire exactement? Délégation est une formule vague. La loi de 1889, en l'employant, ne semble pas avoir eu en vue la convention de délégation imparfaite prévue à l'article 1275 du Code civil mais a voulu seulement viser les clauses, devenues de style, par lesquelles antérieurement le débiteur déclarait expressément « céder et déléguer » à son créancier ses droits éventuels à la créance d'indemnité.

Dans l'esprit de la loi, la délégation, maintenant sous-entendue doit donc opérer ici, en matière d'assurance contre l'incendie, à la façon d'une cession. La question restera dans cet état pendant assez longtemps; quand on cherchera les moyens de rendre inopposables au tiers lésé les déchéances postérieures au sinistre (interprétation de la loi de mai 1913) l'expression de « délégation » prendra subitement son sens technique (1). Grâce à la délégation on sort avec facilité d'un cas embarrassant.

(1) Voir les conclusions de M. le Conseiller Ambroise COLIN devant la Chambre civile de la Cour de cassation. Arrêt du 14 juin 1926 D. P. 1927-1-57 qui ne s'est pas laissé prendre à cette opération de prestidigitation.

Admettons pour un instant que le fondement des lois de 1889 et de 1913 soit la délégation. Appliquant les principes juridiques dans toute leur rigueur nous arriverions aux résultats suivants qui sont contraires à l'équité et au fonctionnement normal de la convention d'assurance passée entre la Compagnie et l'assuré :

1° Si l'on voit dans le droit propre du tiers lésé un droit abstrait, indépendant des conditions qui l'ont fait naître, on en concluerait qu'il se prescrivait par trente ans dans tous les cas et que par suite l'assureur sera encore débiteur de la victime quand l'assuré n'aura plus rien à redouter (c'est le cas où le droit de la victime est prescrit contre l'assuré).

2° Il est certainement admis que les créances de l'assureur, qui au moment du sinistre, sont certaines, liquides et exigibles peuvent se compenser avec l'indemnité due par l'assureur à l'assuré. (Cette solution est admise par la jurisprudence). Si le tiers lésé devait être considéré comme un délégataire légal de l'indemnité, dans toute la force du terme, cette compensation devrait rester pour lui « *res inter alios acta* », le principe de l'article 1165 du Code civil s'appliquant à merveille.

3° Enfin et surtout, pourquoi les exceptions antérieures au sinistre resteraient-elles opposables à la victime? Si les rapports qui unissent le tiers lésé à l'assureur sont ceux qui lient le délégataire au délégué, aucune exception ne pourrait être soulevée par ce dernier.

On en arriverait à donner au créancier direct un droit personnel et ayant une existence propre. Ce système lui permettrait d'échapper à toutes les causes de nullité, de déchéances et exceptions de toute nature opposables à l'assuré. Autant faire abstraction complète du contrat d'assurance. Cependant il est bien établi que la convention d'assurance sert de base à l'action directe. Celle-ci n'existe qu'autant que les conditions essentielles du contrat d'assurance sont respectées. Le droit à indemnité ne peut naître s'il ya eu contravention quelconque à ces conditions.

L'erreur, selon nous, a été de chercher à qualifier le transport de créance qui s'opère en faveur du créancier direct et de vouloir le rattacher à un des procédés créés par la loi. On a voulu lui reconnaître un caractère déjà connu et on n'est arrivé qu'à provoquer des confusions.

CHAPITRE II

Critique du droit direct

Rationnellement, nous pouvons trouver le fondement de l'action directe par opposition au fondement de l'action indirecte. Il semble, en tous cas, assez logique de le trouver dans cette voie puisque nous connaissons le fondement de l'action indirecte, qui est le droit de gage général et commun de tous les créanciers sur les biens de leur débiteur (article 2092 du Code civil). Ce droit eût été bien fragile si le débiteur avait eu la possibilité de se ruiner, par négligence ou par malice, en n'exerçant pas ses droits contre les tiers..

L'article 1166 a été créé pour protéger les créanciers contre ce risque et leur permettre d'agir au nom de leur débiteur, par voie indirecte et dans un intérêt commun. Par antithèse, l'action directe nous apparaît comme une mesure d'exécution accordée exceptionnellement à un créancier et profitant à lui seul. L'action indirecte constitue donc la règle pour les créanciers à l'encontre d'un débiteur de leur débiteur, et l'action directe, l'exception. Le créancier qui est autorisé à exercer une action directe poursuit son paiement, et demande une

condamnation, à son profit, contre le tiers débiteur. Il agit en son nom personnel, et pour son propre compte, sans passer par le patrimoine de son débiteur, et sans concourir avec les autres créanciers. Ces caractères exceptionnels, par rapport à l'action indirecte, nous conduisent vers un fondement légal, exceptionnel, et dérogoire au droit de gage général et commun des créanciers. Or nous savons qu'il n'y a d'exception à l'égalité des créanciers, d'après l'article 2093 du Code civil, que s'il existe en faveur de l'un d'eux une cause légitime de préférence; et l'article 2094 énonce que les causes de préférence sont les privilèges et hypothèques. Il ne peut pas être question de l'hypothèque et la conclusion s'impose dès lors d'elle-même; ce serait un privilège qui constituerait le fondement d'une action directe.

Le principe suivant lequel il n'y a pas « de privilèges sans texte » ne veut pas dire que la loi doit prononcer expressément le mot privilège. Il faut considérer les textes dans leur essence et s'il en résulte directement ou indirectement, un droit de préférence pour certains créanciers, il ne faut pas hésiter à dire qu'ils accordent le bénéfice d'un véritable privilège. L'action directe n'est recevable que dans les cas exceptionnels où, tout au moins, la loi a laissé place à une interprétation, et jamais, dans aucun autre cas, la jurisprudence ne s'est arrogée le droit d'attribuer à un créancier un droit de préférence. On peut critiquer sa manière d'interpréter les textes, mais on doit lui

reconnaître qu'elle n'a jamais cherché à suppléer, par quelque moyen, au silence de la loi. Son attitude avant les lois des 19 Février 1889 et 28 Mai 1913 en est le témoignage.

Nous sommes donc autorisés à maintenir que l'action directe repose sur un privilège. Elle a un fondement légal. Elle ne crée pas un droit pour celui auquel elle appartient. Elle dérive d'un droit préexistant, qui est préférable à celui des autres créanciers et qui constitue un véritable privilège.

Le privilège existe dans l'ombre de l'action directe. Il faut seulement le dégager en analysant la substance du texte qui crée l'action directe. LABBÉ est le premier à l'avoir compris. Il ne s'est pas arrêté devant le silence apparent de la loi et il a cherché à discerner le véritable esprit du législateur. Il a démontré que, sous certaines apparences, le code avait créé des privilèges sur créances.

Lorsque l'article 1753 déclare que le sous-locataire est tenu envers le propriétaire, à concurrence de ce qu'il doit au locataire principal, ce n'est pas en exécution d'une obligation personnelle, puisqu'il n'a contracté qu'avec le locataire principal. Le législateur a uniquement voulu exprimer ceci : « La créance résultant de la sous-location est affectée par privilège à la sûreté du bailleur principal. » Il a voulu traiter celui-ci mieux qu'un créancier ordinaire et lui accorder un droit de préférence.

L'article 1798 du Code civil a eu le même objet en

faveur des ouvriers d'une entreprise. Le maître de l'ouvrage n'a pas assumé d'obligation personnelle envers eux. Il a passé un marché avec l'entrepreneur et c'est à lui qu'il doit le prix des travaux; mais la loi a permis exceptionnellement aux ouvriers d'exercer une action directe en paiement contre le maître, avec une affectation privilégiée du résultat à leur propre paiement. Elle a voulu leur assurer une priorité de paiement, parce qu'ils ont contribué, par leur travail, à faire naître la créance de l'entrepreneur.

LABBÉ est allé plus loin: il a admis que les créanciers qui avaient fait naître une créance contre un tiers, soit en fournissant les éléments d'un contrat d'où elle est issue, soit en exerçant un recours, devaient être privilégiés. Mais LABBÉ n'avait raisonné qu'en équité. Cependant il semble que l'on ait bien souvent méconnu la portée exacte de la théorie et que l'on ait confondu ces considérations d'équité avec les constatations positives enregistrées par LABBÉ dans son analyse des textes.

Depuis la jurisprudence a éclairé la théorie, et surtout, de nouvelles lois sont venues fixer les idées sur l'action directe. La loi du 19 Février 1889 a affecté à la réparation du dommage causé par un incendie la créance d'indemnité d'assurance de l'auteur de l'incendie et la jurisprudence en a déduit une action directe. On ne peut plus se demander, à propos de cette action, si la loi a créé une obligation de l'assureur envers le propriétaire sinistré. Celui-ci n'a qu'un droit de préfé-

rence sur l'indemnité, et cependant, la jurisprudence en a fait découler une action directe contre l'assureur.

La loi du 28 Mai 1913 a créé un privilège au profit de la victime d'un accident, sur l'indemnité d'assurance due à l'auteur responsable et la jurisprudence a déduit de ce privilège une action directe au profit de la victime.

Ayant ainsi défini le fondement de l'action directe, nous allons envisager d'abord l'étendue du droit du créancier direct; nous essayerons ensuite de dégager la nature juridique et les effets de l'action directe.

PREMIÈRE SECTION

Droits conférés au créancier direct

Le créancier demandeur soutiendra que chaque débiteur, en l'espèce l'assureur et l'assuré, ne peut opposer que les exceptions particulières à ses obligations personnelles. Celles qui sont attachées aux obligations de l'autre débiteur, dira-t-il, sont opposables par lui-même et lui appartiennent en propre. La réponse varie suivant les différentes actions directes que l'on envisage, de sorte que nous pouvons dire une fois

de plus avec M. SOLUS (thèse précitée) qu'il n'existe pas une « action directe, mais des actions directes. » Prenons, par exemple, le cas de l'article 1753 du Code civil, l'action directe du propriétaire contre le sous-locataire. Il n'y a aucune interdépendance entre la créance du propriétaire et celle du locataire principal. S'il advient que la créance du propriétaire contre le locataire soit reconnue, le sous-locataire ne s'en trouvera pas engagé au delà de ses propres obligations. L'article 1753 le dit expressément. Le sous-locataire n'est tenu envers le propriétaire que jusqu'à concurrence du prix de la sous-location, dont il peut être débiteur au moment de la saisie. Ce sont donc seulement ses obligations personnelles qu'il a qualité pour discuter. Il n'a aucun droit à contester celles du locataire principal, du moins pour ce qui concerne l'appréciation de l'action directe, et il serait mal fondé à intervenir dans le débat entre le propriétaire et le locataire principal. Quant au locataire principal nous pensons qu'il ne peut se substituer à son sous-locataire, ni même le seconder, pour opposer en son nom des causes de libération ou toute autre exception. Il n'a aucun pouvoir pour paralyser l'action de son créancier. Par contre, dans un domaine plus pratique, le locataire peut soulever toute exception de procédure. Cela tient au caractère de l'action qui est introduite indivisément contre deux défendeurs; ce qui entache la procédure à l'égard de l'un, la vicie à l'égard de l'autre.

Les mêmes raisonnements nous paraissent applicables dans les rapports entre ouvriers, entrepreneur et maître de l'ouvrage (article 1798 du Code civil).

Au contraire la situation de l'assureur, au regard de l'action directe dirigée par le propriétaire d'un immeuble incendié ou la victime d'un accident de droit commun, nous paraît très différente. Alors que la créance de loyer du propriétaire, et celle du locataire principal, nous ont semblé tout à fait indépendantes et distinctes, et alors que nous avons repoussé la prétention du sous-locataire de se substituer au locataire principal, parce que son obligation est invariable, l'assureur n'est soumis qu'à une obligation conditionnelle. Il ne s'est engagé à garantir son assuré que dans la mesure où celui-ci serait reconnu débiteur; il ne doit rien en effet si la responsabilité de son assuré est dégagée. Le contrat d'assurance est un contrat de pure indemnité et seule la condamnation de l'assuré en fait jouer l'application. Par conséquent, l'assureur, dont l'obligation est fonction de celle de l'assuré a le plus grand intérêt à prendre part à la défense de son assuré pour s'exonérer lui-même du paiement d'une indemnité.

Ce que nous avons dit au sujet du locataire principal, débiteur intermédiaire, nous semble encore vrai pour l'assuré qui est poursuivi comme auteur responsable d'un incendie ou d'un accident. Il est sans aucun droit à s'opposer à l'exécution dirigée contre son assureur. S'il est condamné à indemniser la victime il n'a qu'à s'exécuter sinon toutes les voies d'exé-

cution sont ouvertes contre lui. L'action directe n'est, simplement, qu'une mesure d'exécution plus rapide que les autres, et ce serait la détourner de son but, si le débiteur pouvait la retarder, en soulevant des exceptions dilatoires, au nom de son assureur. Nous croyons que sa résistance ne reposerait sur aucune base légale et que les exceptions opposées par lui devraient être rejetées.

La situation du sous-débiteur est autrement délicate. Nous savons en effet, qu'il n'a contracté aucune obligation envers le créancier direct. Il ne s'est engagé qu'au profit du débiteur intermédiaire et sous diverses conditions. Si ces conditions n'ont pas été remplies il est en droit de se refuser à exécuter ses obligations. C'est l'exception « non adimpleti contractus ». Mais dans quelle mesure est-elle opposable au créancier direct qui tient ses droits de la loi?

L'inexécution d'une clause essentielle est, de l'avis général, un obstacle absolu à l'action directe et cette solution nous semble parfaitement logique. Le sous-débiteur contre lequel on ne peut relever aucune cause d'obligation personnelle envers le créancier direct ne peut être tenu au delà des obligations qu'il a contractées envers le débiteur intermédiaire. La loi le dit expressément pour le sous-locataire et le maître de l'ouvrage. Ils ne sont tenus que jusqu'à concurrence de ce dont ils étaient débiteurs au moment où l'action directe a été intentée. Ainsi le sous-locataire qui aurait subi une privation de jouissance par le fait du locataire principal qui lui a loué ne saurait être tenu,

croyons-nous, de payer son loyer au propriétaire. Le locataire principal n'a pas rempli son obligation de le faire jouir de la chose louée et aucun loyer ne lui est dû. Le propriétaire, créancier direct, n'a pas plus de droits que son débiteur, au jour où il engage son action. Nous en dirons de même en ce qui concerne le maître d'un ouvrage, qui, ayant passé un marché avec un entrepreneur pour un prix déterminé, a été victime d'omission ou de malfaçons. Il est en droit de retenir partie du prix correspondant à la valeur des travaux non exécutés ou mal exécutés. Il ne doit rien aux ouvriers qui le poursuivent directement, si l'importance des malfaçons est supérieure au solde du prix convenu.

Le raisonnement s'appuie à la fois sur les principes généraux du droit et sur les termes des articles 1735 et 1798 du Code civil. Celui qui est aux droits de quelqu'un, que ce soit par convention ou par l'effet de la loi, n'a pas plus de droits que son auteur. Le créancier direct n'échappe pas à la règle; la vérité s'en impose d'elle-même par la seule considération que le sous-débiteur est un tiers dont la loi n'a pu aggraver les obligations. Le sous-débiteur n'est obligé que dans les termes de son contrat; et tout ce que peut faire la loi, est d'attribuer le bénéfice du contrat à telle personne, à qui elle accorde un droit de préférence. Les articles 1753 et 1798 nous en donnent une confirmation.

Les lois récentes, qui ont créé de nouvelles actions directes, ne le précisent pas et on s'est demandé si la limitation prévue par les articles du Code n'était pas

spéciale aux actions du propriétaire et des ouvriers. Nous n'en voyons pas de raisons. Le problème existe pour le contrat d'assurance qui stipule de nombreuses obligations à la charge de l'assuré. On en connaît l'extrême rigueur. L'assuré qui n'exécute pas scrupuleusement toutes ses obligations encourt de plein droit la déchéance. Il perd, sans rémission, le bénéfice du contrat. Les tiers qui auront été victimes suivront le même sort. Le silence des lois de 1889 et de 1913 n'apporte aucune présomption contraire. Il est dit seulement que l'assureur ne doit pas s'exécuter entre les mains de son assuré tant que les tiers lésés ne sont pas désintéressés. Il n'est pas obligé de verser ce qu'il ne doit pas. Même en admettant qu'ils aient contre lui un droit personnel, ce droit ne peut naître qu'au jour du sinistre et si, à cette date, l'auteur du sinistre n'était plus assuré, les tiers lésés ne peuvent avoir plus de droit que lui contre l'assureur. Ce premier point n'est pas discuté. Lorsque la déchéance de l'assuré s'est produite avant le sinistre qui a fait naître la créance d'indemnité de la victime, le contrat d'assurance n'existe plus et sa résiliation est opposable à la victime.

Mais la question est extrêmement délicate dans l'hypothèse où l'assureur invoque une cause de déchéance postérieure à la naissance du droit de la victime. La faute de l'assuré, qui a omis d'exécuter une de ses obligations entraîne-t-elle la déchéance de la victime? Les Cours d'appel qui ont admis l'inopposabilité à la victime des causes de déchéance postérieures au sinis-

tre sont parties de cette idée que la victime acquiert son droit au moment même de l'accident et que c'est à ce moment même qu'il faut se placer pour en mesurer l'étendue. Désormais, la victime possède un droit acquis, qui ne peut pas être modifié par aucun acte ou aucune négligence de l'assuré. Si celui-ci commet une faute il en est personnellement et exclusivement responsable. Elle ne saurait avoir aucune répercussion sur les droits de la victime. La déchéance prévue au contrat constitue une peine préfixée, une évaluation forfaitaire de dommages-intérêts qui doit sanctionner le manquement de l'assuré mais qui ne peut atteindre le droit acquis de la victime. L'assureur serait donc tenu envers la victime, sauf à exercer un recours en remboursement contre l'assuré, à titre de demande en dommages-intérêts.

On ne peut dénier à cette théorie le mérite d'être fort habile. La distinction entre les droits de la victime et ceux de l'assuré est présenté de la manière la plus subtile. Mais si nous analysons la nature juridique du droit direct institué contre l'assureur, nous voyons qu'il n'est autre que celui de l'assuré, assorti des mêmes modalités, et soumis à la condition que toutes les clauses du contrat d'assurance seront exactement remplies. Le droit n'est donc pas acquis à l'encontre de la Compagnie d'assurances, il n'est donc acquis que si les conditions stipulées sont réalisées. La naissance du droit de la victime et le moment où ce droit devient parfait sont distincts, et si l'assuré, ou la victime qui le représente, n'exécutent pas les obligations qui dé-

coulent du contrat, le droit éventuel disparaît. C'est la règle toutes les fois qu'un droit est subordonné à l'accomplissement d'une condition. La Cour de Cassation a mesuré toute la valeur de l'objection et lorsque la question lui a été soumise (1) elle a tranché la difficulté en affirmant que les stipulations du contrat d'assurance étaient inopposables à la victime « parce qu'elles ne pouvaient mettre obstacle à l'exercice d'un droit que le créancier privilégié tenait, non de ce contrat, mais de la loi. » Nous ne sommes pas d'accord avec la Cour suprême lorsqu'elle décide que les stipulations du contrat sont sans effet à l'égard de la victime, créancière privilégiée, parce qu'elle tient ses droits de la loi. La création d'un privilège constitue une attribution de créance et non une novation. La loi accorde un droit de préférence au créancier privilégié, mais elle n'impose pas une obligation nouvelle au sous-débiteur; elle règle une question de distribution entre créanciers. Les obligations préexistantes du sous-débiteur ne sont pas modifiées; simplement la loi autorise le créancier privilégié à en obtenir l'exécution à son profit. Il ne suffit donc pas d'un privilège pour que le sous-débiteur soit tenu au delà des termes de son contrat. Pour cela, il faut une cause particulière d'obligation et une disposition spéciale de la loi. En réalité la victime d'un accident est dotée d'un privilège et tant qu'elle n'a pas été désintéressée il est interdit

(1) Cass. civ., 14 juin 1926. D. P. 1927-1-57. S. 1927-1-25.

à la Compagnie d'assurances de se libérer entre les mains de son assuré ou de tous ayants-droit. Ce privilège, doublé d'une garantie particulière, constitue une affectation spéciale de la créance de l'assuré dans laquelle la jurisprudence trouve la source d'une action directe. Mais l'action repose sur la créance de l'assuré, et cette créance ne change pas de caractère parce qu'elle change de patrimoine. C'est une créance contractuelle qui ne peut être modifiée que par la volonté des parties. Elle a été assujettie, sous peine de déchéance, à diverses conditions, et ce n'est que dans ces limites que la victime est titulaire de son action. L'assureur, qui s'est engagé sous condition, a mesuré exactement ses obligations et sa situation ne peut pas être aggravée sans son consentement ou sans cause légale.

La Cour de Paris dans un arrêt du 16 juillet 1897 (1) à propos de la loi du 19 février 1889 s'est exprimée en termes très nets: « Considérant qu'en admettant que la loi du 19 février 1889 accorde une action directe au propriétaire pour réclamer à l'assureur du locataire l'indemnité du risque locatif; cette action ne peut avoir sa base que dans le contrat même d'assurance passé entre le locataire et l'assureur: qu'elle naît de ce contrat et se trouve soumise par suite à toutes les exceptions et conditions établies par le dit contrat; que

(1) Arrêt Cour Paris, 16 juillet 1897. D. P. 1898-2-72.

la Compagnie demanderesse réclamant, même par une action directe, à la Compagnie défenderesse l'indemnité due à son assuré se trouve dans la même situation que son assuré et reste soumise aux mêmes causes de déchéance. »

La Compagnie d'assurances, sous-débitrice, peut-elle opposer certaines causes de libération à la victime? Le paiement entre les mains du débiteur intermédiaire est libératoire en droit commun. Par exemple, prenons le cas du sous-locataire. Il ne connaît que le locataire principal avec lequel il a contracté. C'est envers lui qu'il s'est engagé et c'est à lui qu'il doit payer son loyer. En droit commun il n'a aucun lien avec le propriétaire, mais l'article 1753 accorde à ce dernier la faculté d'exercer une action directe. Ce n'est qu'une faculté dont il n'usera que si le locataire principal n'exécute pas régulièrement son loyer. Tant qu'il n'aura pas notifié son intention de l'exercer, par une mise en demeure ou une action en justice, il sera censé y renoncer et le sous-locataire n'aura pas de raison pour résister à la demande en paiement du locataire principal. Les lois de 1889 et de 1913 pour garantir plus efficacement les tiers lésés ont interdit à l'assureur de se dessaisir de l'indemnité entre les mains de l'assuré tant que la victime n'aura pas été désintéressée.

Ainsi donc, toutes les exceptions de nullité, de déchéance et causes de libération nées avant l'introduction de l'action directe sont opposables au créancier, sauf dérogation spéciale. Faut-il décider que toutes

celles qui prennent date postérieurement sont inopérantes? Nous avons déjà répondu pour les exceptions de nullité et de déchéance. Quant aux causes de libération, si le droit du créancier direct est un droit pécuniaire (lois de 1889 et de 1913) il dessaisira le débiteur et empêchera le sous-débiteur de se libérer entre ses mains ou celles de tout autre créancier.

DEUXIÈME SECTION

Nature juridique et effets de l'action directe

Paragraphe premier

Nature juridique

L'action directe peut être considérée, soit comme la juxtaposition d'un droit propre à côté de la créance du second degré, ou bien comme le transfert de cette créance sur la tête du créancier direct.

Le premier système donnerait au créancier direct un droit personnel ayant une existence indépendante. Il lui permettrait de ne pas être soumis aux causes de nullité, de déchéances et aux exceptions de toute nature opposables au débiteur intermédiaire. Mais la créance de ce dernier coexisterait à côté de la créance

directe. Le créancier direct serait dans la situation d'un créancier conjoint et devrait partager le produit de son action. Au contraire nous avons constaté que le bénéfice lui était attribué exclusivement.

Le deuxième système est celui qui admet que l'action directe n'a opéré qu'un simple transfert de créance. Il semble en effet que l'action directe soit inséparable de la créance du débiteur intermédiaire, mais les partisans de ce système ne sont pas arrivés à se mettre d'accord sur le caractère de ce transfert de créance.

Les uns ont considéré qu'il s'opérait une délégation légale ou une subrogation. Nous avons déjà critiqué ces explications et n'y reviendrons pas. A notre avis, il suffit de dire que l'action directe résulte d'un transfert légal de créance.

La nature propre de l'action directe ressort de ce que les droits du débiteur intermédiaire sont transférés, par le seul effet de la loi sur la tête du créancier direct. La créance est transmise dans l'état où elle existait, emportant avec elle les causes de nullité, de déchéance et les exceptions qui l'affectaient antérieurement. D'autre part le transfert n'est effectivement réalisé que par l'exercice de l'action directe qui équivaut à une notification de transfert conventionnel et par suite tous les paiements effectués par le débiteur avant la notification sont opposables à l'action directe. Au contraire, aucun paiement ne peut plus être fait, après l'exercice de l'action directe, qu'entre les mains

du créancier direct parce que c'est à lui qu'appartient alors la créance. Pour la même raison, aucune saisie-arrêt ne peut plus être validée, aucune exécution ne peut plus être pratiquée par d'autres créanciers sur la créance transportée qui ne fait plus partie du patrimoine de leur débiteur. Enfin, le créancier direct n'est pas obligé, en cas de faillite, de rapporter ses droits dans l'actif commun, parce que le transport réalisé en sa faveur constitue pour lui un droit acquis. C'est en cela que l'action directe est fondée sur un privilège. Le transfert opéré par la loi réalise le droit de préférence du créancier direct par rapport aux autres anciens. Ce droit de préférence est même supérieur aux autres privilèges parce qu'il exclut tout concours d'autres créanciers, à partir de l'introduction de l'action directe.

La difficulté qui semble insurmontable vient de ce que le Code n'a pas prévu expressément le transport légal de créance comme mode de transmission des biens. Qu'importe en effet que la loi n'ait pas dit expressément que le transport de certaines créances pouvait s'opérer de plein droit puisque cela résulte de la création même des actions directes. Cela s'explique d'autant mieux que les auteurs du Code civil n'ont jamais eu l'intention de créer des actions directes qu'ils n'ont donc pas prévu le transport légal des créances. Disons que l'action directe est d'origine jurisprudentielle et que, dans l'esprit de la jurisprudence, elle résulte d'un transport légal de créance.

D'ailleurs la jurisprudence connaît déjà un mode de transfert des créances non conventionnel qui résulte du jugement de validité d'une saisie-arrêt. Nous savons que la saisie-arrêt ne confère pas de privilège au premier saisissant. Elle rend seulement indisponible la créance du saisi sans empêcher d'autres créanciers de provoquer de nouvelles oppositions. Cependant cette situation ne peut pas durer indéfiniment. La faculté laissée à d'autres créanciers de se porter opposants doit cesser à un moment qu'il faut déterminer. La jurisprudence a décidé avec raison que ce serait à partir de la signification du jugement de validité rendu au profit du créancier le plus diligent parce que ce jugement lui attribue la créance saisie-arrêtée sous réserve seulement des droits des autres créanciers opposants. Cette attribution fait sortir la créance du patrimoine du débiteur saisi et empêche désormais de nouveaux créanciers de pratiquer d'autres oppositions. L'exécution s'opère directement sur les créances par simple attribution au créancier saisissant alors que l'exécution se poursuit indirectement sur les biens corporels au moyen d'une vente suivie d'une distribution par contribution. La raison de cette différence se trouve dans ce fait que les biens corporels ont une valeur indéterminée, constamment variable, que l'on ne peut réellement déterminer que par une vente aux enchères. La loi ne considère donc que la valeur vénale des biens corporels et pour la connaître il faut réaliser une vente. Au contraire une créance de somme d'argent est déter-

minée par elle-même et peut être attribuée directement au créancier saisissant, dans la mesure de ses droits. Supposons qu'un créancier possède un privilège. Dans l'hypothèse où ce privilège portera sur un bien corporel il s'exercera après la réalisation du gage dans la contribution ouverte sur le prix.

Mais si nous envisageons l'hypothèse où le créancier possède un privilège sur une créance, il n'est plus obligé de faire réaliser son gage qui consiste en une somme d'argent. Il exerce son privilège en poursuivant directement le débiteur de son débiteur. La valeur du gage est déterminée, et de la sorte, le privilège produit immédiatement ses effets. Il emporte, par lui-même, attribution et transport au créancier privilégié! C'est de la loi elle-même par la création du privilège que résulte de plein droit l'attribution et le transport de la créance.

Le privilège réalise un transport de créance qui confère une action personnelle et directe au créancier privilégié.

Le principe n'est certainement plus contestable depuis que la loi du 28 mai 1913 a créé un privilège au profit de la victime d'un accident et que ce privilège est la source d'une action directe.

Paragraphe deuxième

Effets

*1. Effets de l'action directe à l'égard du débiteur
intermédiaire (assuré).*

Le débiteur intermédiaire perd le droit de disposer de sa créance. Avant l'action directe il pouvait disposer, nous l'avons vu, de tout ou partie de ce qui lui était dû. La raison de cette pleine capacité provenait de ce que l'action directe offerte au créancier constituait une faculté dont il pouvait ne pas user. Celui-ci avait à juger s'il voulait s'en servir et, jusqu'à sa décision, le débiteur intermédiaire restait en possession de ses droits.

A partir du moment où le créancier a engagé son action, la cause du maintien en possession du débiteur intermédiaire n'existe plus. Le créancier a usé de la faculté qui lui était réservée et entrepris d'obtenir son paiement. Il a cessé de croire à la solvabilité ou aux promesses de son débiteur; il entend se faire payer et prendre, dès à présent, toutes mesures conservatoires. Une garantie exceptionnelle était à sa disposition. La loi lui avait accordé une action directe lui permettant de se faire régler de la manière la plus simple et la plus rapide, sans être tenu de satisfaire aux conditions de l'article 1166. Il a opté pour ce

mode de paiement. L'effet le moins incontestable est de dessaisir le débiteur. C'est au jour de l'introduction de la demande qu'il va falloir se placer pour apprécier les droits respectifs des parties et que remonteront les effets du jugement. Jusqu'à la solution de l'instance les choses doivent rester en l'état et par conséquent le débiteur intermédiaire ne peut plus disposer de ses droits. Il y aura donc une grande différence avec l'action indirecte : en ce dernier cas, en effet, le débiteur conserve la jouissance de ses droits : il peut à tout moment les aliéner ou régler amiablement avec son sous-débiteur. Les deux actions sont opposées l'une à l'autre. Dans le cas de l'action directe le créancier poursuivant agit au nom de son débiteur et dans l'intérêt commun de tous les créanciers, alors que le créancier direct agit en son nom personnel et pour son propre compte; aucune conclusion d'analogie n'est possible entre les deux situations.

Les articles 1753 et 1798 du Code civil forment notre opinion. Ils disent que le sous débiteur n'est tenu que jusqu'à concurrence de ce dont il peut être débiteur au moment où l'action est intentée. Ce n'est pas ainsi que la loi se serait exprimée si elle n'avait pas voulu préciser que seuls les actes commis par le débiteur intermédiaire antérieurement à l'action directe sont opposables. C'est intentionnellement qu'elle a employé cette formule pour fixer dans quelles limites le débiteur intermédiaire reste maître de ses droits. Ces limites s'arrêtent à l'introduction de l'action

directe. Après elle, le débiteur intermédiaire ne peut plus toucher sa créance, ni en disposer, il est dessaisi à concurrence des droits du créancier direct.

L'idée de dessaisissement est tellement essentielle que, dans le plus grand nombre de cas, le débiteur intermédiaire est même privé de l'exercice de ses droits ou d'une partie de ses droits, avant l'introduction de l'action directe. C'est ainsi qu'il est interdit au locataire principal de se faire payer les loyers par anticipation. L'indisponibilité de la créance existe déjà, avant le commencement des poursuites directes.

Dans les cas visés par les lois des 19 février 1889 et 28 mai 1913 cette indisponibilité se produit dès l'origine de la sous-créance puisque l'assuré ne peut rien toucher tant que le tiers lésé n'a pas été désintéressé. Il y a encore énonciation expresse en matière d'assurances d'un principe que nous pouvons formuler pour tous les cas où une action directe est attribuée à un créancier qui semble devoir être privilégié.

Nous pouvons donc considérer le dessaisissement du débiteur intermédiaire comme un effet incontestable de l'action directe et nous y appuyer en toute sûreté.

2. *Effets de l'action directe à l'égard du sous-débiteur* (l'assureur).

Le sous-débiteur ne peut plus désormais se libérer ou se dessaisir d'une manière quelconque du montant de sa dette. Auparavant, l'action directe existait en puissance dans le patrimoine du créancier direct, mais

le sous-débiteur l'ignorait juridiquement. La loi ne lui faisait pas un devoir de s'en préoccuper. C'était au créancier direct de décider de l'opportunité de son action, et s'il ne l'engageait pas, le sous-débiteur n'avait pas à se substituer à lui pour conserver ses droits. Le créancier direct est pourvu d'une garantie particulière mais qui ne produit pas ses effets de plein droit. Il est possible que le créancier ne s'en soucie pas et c'est pourquoi la loi n'a pas jugé utile d'ordonner une retenue obligatoire en sa faveur. Elle n'aurait fait que donner au sous-débiteur un moyen dilatoire pour ne pas payer. Ce n'est que dans les hypothèses où le sous-débiteur pourrait être inconnu du créancier direct (notre matière par exemple: loi de 1913 visant l'assurance-accidents) qu'elle a estimé nécessaire d'immobiliser la dette de plein droit, pour éviter au créancier le risque d'arriver trop tard.

Tout est changé à compter du moment où le créancier direct a commencé ses poursuites. L'action directe équivaut à une opposition entre les mains du sous-débiteur. Celui-ci ne peut pas se faire juge des droits qui sont allégués contre son propre créancier et il doit conserver ce qu'il doit pour le compte de qui il appartiendra.

C'est le corollaire du dessaisissement du débiteur intermédiaire. Sa créance étant rendue indisponible s'immobilise entre les mains du sous-débiteur. Celui-ci est désormais tenu envers le créancier direct et comptable de sa dette telle qu'elle se mesurait au jour de l'action. Il ne peut plus obtenir de remise de dette ni

opérer de compensation avec une créance postérieure. Les droits du créancier direct produisent effet depuis le jour de la demande et fixent à cette date la consistance définitive de la dette du sous-débiteur.

Les lois de février 1889 et de mai 1913 déclarent nettement que l'assureur ne peut se libérer tant que les dommages causés aux tiers n'ont pas été réparés. Il s'agit alors d'une véritable obligation destinée à procurer une garantie supplémentaire aux tiers lésés. Elle pèse, ipso jure, sur l'assureur, avant toute opposition, mise en demeure ou action.

3. Effets de l'action directe à l'égard des autres créanciers.

La loi du 19 février 1889 a fait une obligation à l'assureur, en cas d'assurance contre le risque locatif ou le recours des voisins, de ne rien verser à son assuré, tant que le propriétaire de l'objet loué, le voisin ou les tiers subrogés à leurs droits n'auraient pas été désintéressés des conséquences du sinistre. Le propriétaire possède ainsi une garantie absolue de paiement sur les indemnités d'assurances qui peuvent être dues à son locataire ou son voisin, responsables du sinistre. Mais la loi contenait une anomalie. Elle interdisait tout paiement entre les mains de l'assuré, sans prescrire que l'assureur serait tenu directement envers le propriétaire, dans les limites de son contrat avec l'assuré. De sorte que si le propriétaire n'avait eu pour agir que la voie indirecte de l'article 1166 du Code civil

il n'aurait pas pu exercer, en fait, les droits de son débiteur, paralysés par la prohibition légale. On aurait abouti à une impasse. C'est pourquoi la jurisprudence a raisonnablement déduit de l'esprit de la loi que le propriétaire avait une action directe, à son profit exclusif, contre l'assureur. Il bénéficie d'un véritable droit de préférence, et ce droit est même si fort qu'il s'exerce avant celui de tous les autres créanciers, même de ceux qui possèdent un privilège général. On en a conclu qu'il s'agissait d'un véritable privilège.

Mais le mot a fait reculer certains auteurs parce que la loi énumère limitativement les privilèges et qu'il n'existe pas de privilège sans texte. D'après M. PLANIOL (1) l'action directe en serait tout au moins l'équivalent pratique et ce ne serait pas la première fois qu'on admettrait l'existence d'un privilège sans que la loi en ait prononcé le mot. En effet le décret du 26 Pluviose an II a créé un droit de préférence en permettant à certains créanciers de pratiquer une saisie-arrêt, quand elle l'interdit aux autres, et bien que le texte ne l'ait pas dit expressément, tout le monde accepte l'existence d'un privilège. Cela aura servi à prouver, a déclaré M. PLANIOL, qu'il y a dans notre droit, en dépit de l'article 2094, d'autres causes de préférence que les privilèges et les hypothèques.

Mais nous allons plus loin. Nous disons qu'il n'y a pas de raison pour ne pas prononcer le mot, puisque

(1) Note sous Paris, 25 mai 1895. D. P. 96-2-241. — Civ. cass., 17 juillet 1911. D. P. 1912-1-81.

le privilège existe réellement. L'essentiel est que la substance s'y trouve et que les effets se produisent.

D'ailleurs la loi n'a été obligée d'établir la liste des privilèges que dans les cas où elle ne les a pas accompagnés d'un autre droit. Il y avait alors nécessité de les désigner expressément pour pouvoir les reconnaître. Mais, quand elle a créé un privilège, comme fondement d'un autre droit, elle n'a pas besoin de le faire figurer au chapitre des privilèges. Le droit auquel il a été assorti suffit par lui-même à en révéler l'existence. Il en est ainsi pour l'action directe. La jurisprudence a reconnu qu'elle procurait au créancier direct un droit de préférence opposable à tous les créanciers. Sa décision est peut-être critiquable, mais telle qu'elle est, elle implique un privilège à la base de l'action directe. Elle n'a pas abouti seulement aux mêmes effets, comme on l'a prétendu. Une action ne crée pas un droit, elle repose sur un droit préexistant, et lorsqu'elle exclut le concours des autres créanciers, elle sanctionne nécessairement un privilège.

La preuve en a été fournie par la loi du 28 mai 1913 qui a créé expressément un privilège. Elle a conféré, suivant la jurisprudence, une action directe au créancier privilégié pour appréhender l'indemnité d'assurance due à son débiteur.

C'est donc que les deux notions de privilège sur certaines créances et d'action directe sont intimement liées. La jurisprudence confirme les caractères de notre définition de l'action directe. Nous avons dit que l'antithèse de l'action directe, par rapport à l'action

indirecte, devait nous conduire à attribuer exclusivement au créancier direct le produit de son action, par opposition au concours de tous les créanciers dans le partage de l'action indirecte. C'est en effet la solution qui ressort de la jurisprudence, mais nous devons constater que l'on hésite encore à reconnaître que le créancier direct soit un créancier privilégié. Un arrêt de la Cour de Paris du 12 avril 1866 (1) a refusé à des ouvriers de les colloquer par privilège dans une contribution ouverte sur le prix des travaux auxquels ils avaient concouru : « Attendu, dit l'arrêt, que l'article 1798 ne confère aucun privilège; qu'il reconnaît simplement aux ouvriers qui ont travaillé pour le compte d'un entrepreneur le droit d'agir directement, et de leur chef, contre celui pour lequel les travaux ont été faits, jusqu'à concurrence de la somme restant due sur le prix des travaux, bien qu'il n'existe aucun droit entre les ouvriers et lui. » Les ouvriers ne pourraient s'en prévaloir dans la contribution parce qu'elle se poursuit contre l'entrepreneur, qui est le débiteur commun de tous les créanciers et non contre celui pour lequel les travaux ont été faits. L'action directe ne serait donc plus possible dès que le sous-débiteur se serait libéré, bien que ses fonds soient encore sous main de justice.

Ce n'est pas notre avis. Nous estimons que la raison pour laquelle l'article 1798 a limité l'action directe des ouvriers à ce qui peut être dû à l'entrepreneur au

(1) D. P. 1886-2-91.

moment où leur action est intentée consiste à empêcher que le maître de l'ouvrage ne puisse être tenu de payer deux fois. C'est par égard pour lui que l'action directe est restreinte et non dans l'intérêt des autres créanciers. Par conséquent les ouvriers nous paraissent fondés à faire valoir leurs droits tant que le prix des travaux ne s'est pas confondu dans l'ensemble de l'actif de leur débiteur et qu'un partage définitif n'a pas été réalisé entre les créanciers. Remarquons en tout cas, que l'arrêt semble admettre, à contrario, que l'action directe aurait évincé tous les autres créanciers si elle avait pu être introduite contre le maître de l'ouvrage.

Ainsi, il semble certain que le privilège est donné pour base aux actions directes, que ce soit en matière d'assurance qui nous intéresse particulièrement ou en matière d'actions directes dénommées classiques.

4. Effets du jugement à l'égard de l'assuré.

Le jugement ne peut pas admettre l'action directe sans prononcer une condamnation contre le débiteur intermédiaire, l'assuré; c'est seulement dans la mesure de cette condamnation que l'assureur peut être tenu directement et il est nécessaire d'en fixer le montant. La victime acquiert un titre exécutoire à la fois contre le débiteur intermédiaire, l'assuré, n'est pas déchargé par l'exercice de l'action directe. La loi n'a pas opéré en sa faveur une novation par changement de débiteur. Elle ne lui a pas substitué l'assureur. Elle n'a

fait qu'attribuer ses droits à son propre créancier comme mode de paiement, et non à titre de paiement. Elle a accordé une action directe à la victime comme mode de paiement, et non à titre de paiement. Elle a accordé une action directe à la victime comme moyen complémentaire d'exécution et si l'assureur est insolvable ou essaie de retarder ses paiements, le créancier direct conserve tous ses moyens d'action contre son débiteur originaire l'assuré.

5. *Effets du jugement à l'égard de l'assureur.*

L'assureur est désormais tenu de s'exécuter entre les mains du créancier direct, s'il ne veut pas y consentir de son plein gré il pourra y être contraint par toutes les voies d'exécution forcée. Mais dans l'exercice de ses poursuites, la victime agit dans les limites du droit de son débiteur, l'assuré.

CONCLUSION

Arrivés au terme de notre travail nous pouvons retracer les étapes parcourues et exposer les résultats obtenus.

La loi du 19 février 1889 n'a pas prononcé exactement le mot de « privilège », ni créé expressément une action directe, mais, en fait, elle les a institués sous une forme équivalente; elle a même accordé au propriétaire un privilège particulièrement efficace en excluant tout concours de la part des autres créanciers.

La loi du 28 mai 1913 a créé un privilège. Dans la pensée de ses auteurs il ne devait pas conférer une action directe au créancier privilégié. La jurisprudence ne s'est pas arrêtée à cette opinion. C'est la preuve que l'action directe est inséparable du privilège.

Ayant à expliquer juridiquement les solutions jurisprudentielles nous avons essayé de donner une base à l'action directe.

Non seulement pour le cas spécial qui nous occupe mais aussi pour ceux considérés comme cas classiques d'actions directes (action du propriétaire contre le sous-locataire; action de l'ouvrier contre le maître

de l'ouvrage), il nous a semblé qu'un privilège était le fondement nécessaire de ces actions.

Nous admettons le principe de l'action directe permettant de donner un droit à une personne qui n'a pas été partie au contrat passé entre l'assuré et l'assureur mais nous pensons que ce droit a son origine dans la convention préalablement conclue.

La victime aura donc une action contre l'assureur mais cette action n'est pas indépendante de celle que possède l'assuré contre l'assureur. Si l'assuré n'a aucun recours (inexécution des conditions de la police d'assurances) la victime ne pourra agir contre la Compagnie.

Si l'assuré est insolvable et si son recours contre l'assureur ne peut jouer la situation de la victime ne sera pas très équitable. Ces cas se présentent certainement dans la pratique mais c'est l'exception. Muni du privilège le tiers lésé est le plus souvent indemnisé largement par les Compagnies d'assurances.

Au lieu d'une réforme générale qui aurait institué une action directe dans tous les cas d'assurance contre les recours en responsabilité la loi du 19 février 1889 n'a visé que les assurances contre l'incendie et la loi du 28 mai 1913 ne s'est occupée que des assurances contre les accidents. Dans tous les autres cas les tiers lésés restent soumis à l'application du droit commun et sont impuissants à atteindre directement la Compagnie d'assurances de l'auteur de leurs dommages. Ils subissent l'injustice qui frappait autrefois

le propriétaire sinistré ou la victime d'un accident obligés de concourir avec la masse des créanciers, alors qu'ils avaient fait naître, par leur recours, la créance d'indemnité de leur débiteur.

Il existe en effet bien d'autres formes d'assurances qui ont été oubliées. L'assurance des officiers ministériels qui sont garantis contre les conséquences de leur responsabilité, soit en cas de vol, soit en cas d'incendie ou de fautes professionnelles, est en dehors du cadre des lois du 19 février 1889 et du 28 mai 1913 et les tiers lésés n'ont aucun privilège sur les effets de cette assurance.

Le voiturier, le dépositaire, l'aubergiste ou l'hôtelier s'assurent également contre les risques qu'ils encourent et, en cas de perte des objets qui leur sont confiés, les propriétaires n'ont aucun droit de préférence sur l'indemnité versée par leur assureur.

C'est une lacune incompréhensible et une injustice inadmissible qu'ils soient traités autrement que le propriétaire sinistré ou la victime d'un accident. Cette différence de traitement est injustifiable. Il est flagrant qu'elle n'a d'autre cause qu'un oubli de la loi et qu'il est impérieusement nécessaire de la faire disparaître.

La jurisprudence a du décider qu'ils ne bénéficient ni d'aucune disposition législative leur permettant d'appréhender l'indemnité d'assurance revenant à leur débiteur et que, malgré toutes les considérations d'équité, ils ne jouissaient pas d'une action directe. Elle a repris à ce propos l'analyse du contrat d'assurance de responsabilité et démontré, une fois de plus,

qu'il ne pouvait pas être considéré comme une stipulation pour autrui. Il est inutile d'insister sur les conséquences manifestement déplorables de cette situation. Un système fragmentaire comme celui qui existe actuellement et qui protège certaines victimes en abandonnant les autres à leur sort est indéfendable. Il est indispensable de le réformer. Il ne peut pas y avoir deux solutions différentes pour trancher deux situations absolument semblables à l'égard de personnes également dignes d'intérêt.

C'était l'opinion qui avait été émise avant la loi du 28 mai 1913 par l'Association des Assurances sociales (voir projet de loi de l'Association des Assurances sociales, rapport de M. DUPUICH).

Son projet de réforme comportait la création d'un privilège dans tous les cas d'assurance de responsabilité, mais il n'a pas été adopté. Les auteurs de la loi du 28 mai 1913 ne l'ont pas ignoré. Il en a été question dans l'exposé des motifs mais la loi s'est bornée à réaliser une réforme partielle, sans que l'on puisse comprendre la raison de cette restriction.

Une extension de la loi du 28 mai 1913 absorbant la loi du 19 février 1889 nous paraît donc la solution la plus souhaitable. Cette réforme devrait trouver sa place dans la loi sur les assurances que l'on réclame de tous côtés, mais tant de retards ont été subis pour le vote de cette loi qu'il serait imprudent de vouloir en attendre la réalisation. Il paraît encore préférable de réclamer une simple extension des lois actuelles.

C'est dire que nous sommes assez loin de préconiser une réforme générale qui appliquerait intégralement les idées formulées par LABBÉ.

D'après lui, le créancier qui a mis une chose dans le patrimoine de son débiteur aurait droit, équitablement, de se faire désintéresser, par privilège sur le montant de la créance dont il a fourni les éléments. De même, le tiers qui a fourni une créance au profit de son débiteur par l'exercice d'un recours devrait pouvoir, légitimement, bénéficier d'un privilège sur cette créance. C'est, en effet, la répercussion de ce recours, auquel les autres créanciers n'ont pris aucune part, et le sentiment de justice que la créance dérivée doit servir à réparer le préjudice causé qui a motivé la création des lois des 19 février 1889 et 28 mai 1913. Mais il faut se montrer très prudents dans la création des privilèges et, si nous croyons que le principe dégagé par LABBÉ à propos de recours successifs mérite de recevoir la plus large application, nous ne sommes pas du même avis pour admettre un droit de suite en matière de meubles, car c'est ce à quoi l'on serait amené si l'on permettait à un créancier de revendiquer une créance dont il aurait fourni les éléments. Nous voyons une différence essentielle entre les deux catégories de personnes que LABBÉ a voulu assimiler.

Les premières subissent un dommage dont elles poursuivent la réparation. Elles luttent pour éviter une perte et il est juste que la loi se préoccupe de leur accorder un droit de préférence. Les secondes

(par exemple le vendeur primitif d'une chose qui devrait, selon LABBÉ, avoir un privilège sur le prix de revente de la chose que possède son acheteur contre le sous-acquéreur) ont agi volontairement après avoir pu se renseigner sur la solvabilité de leur débiteur; rien n'autorise à les soustraire à l'application du droit commun et à provoquer des conflits inévitables avec les autres créanciers. Ces derniers risqueraient d'être primés par de trop nombreux créanciers privilégiés et refuseraient de traiter sans être pourvus de garanties. Les transactions deviendraient difficiles. Il en est tout autrement de la seconde proposition et il nous paraît juste que ceux qui subissent un dommage et font naître un recours en garantie contre un tiers, aient un droit de préférence sur la créance qui résulte de leur action. C'est l'intérêt de tous qu'un dommage accidentel, dont nul n'est exempt, puisse être réparé par privilège sur les indemnités qui sont versées en garantie. Il faut donc étendre la création d'un privilège à tous les cas d'assurances contre les recours en responsabilité.

ANNEXE

Dispositions relatives au contrat d'assurance contre les recours en responsabilité contenues dans le projet de loi du 7 Avril 1925

ARTICLE 50. — Dans les assurances de responsabilité, l'assureur n'est tenu que si, à la suite du fait dommageable, prévu au contrat, une réclamation amiable ou judiciaire est faite à l'assuré par le tiers lésé.

ARTICLE 51. — Les dépens résultant de toute poursuite en responsabilité dirigée contre l'assuré sont à la charge de l'assureur, sauf convention contraire.

ARTICLE 52. — L'assureur peut stipuler qu'aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction, intervenues en dehors de lui, ne lui seront opposables. L'aveu de la matérialité d'un fait ne peut être assimilé à la reconnaissance d'une responsabilité.

ARTICLE 53. — L'assureur ne peut payer à un autre que le tiers lésé tout ou partie de la somme due par lui, tant que ce tiers n'a pas été désintéressé, jusqu'à concurrence de la dite somme, des conséquences pécuniaires du fait dommageable, ayant entraîné la responsabilité de l'assuré.

Vu : *Le Président de la Thèse,*
L. MILLIOT.

Vu : *Le Doyen,*
M. MORAND.

Vu et permis d'imprimer,
Alger, le 15 octobre 1929.

Le Recteur,
TAILLARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit civil français continué par MM. FALCIMAIGNE et BARTIN, Paris, Marchal, 1922.
- CADÈRE. — Théorie et pratique de l'assurance de responsabilité. Paris, 1923, Chauny et Quinsac.
- CAPITANT. — Comparaison du projet de loi relatif au contrat d'assurance avec le projet allemand de 1903 et le projet suisse de 1904. (*Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, 1906, p. 530).
- COLIN et CAPITANT. — Cours de Droit civil français. Paris, 1929, 5^e édition.
- DARRAS et TARBOURIECH. — De l'attribution en cas de sinistre des indemnités d'assurance. (*Annales de Droit commercial*, 1889-1890).
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général. Paris, Rousseau, 1923.
- Revue trimestrielle de Droit civil, 1924, p. 996.
- GLASSON et TISSIER. — Traité théorique et pratique de *procédure civile*, 3^e édition, tome 1.
- LALOU. — La Responsabilité civile. Principes élémentaires et applications pratiques. Paris, Dalloz, 1928.
- LABBÉ. — Privilèges sur créances. (*Revue critique de législation et de jurisprudence* 1876, p. 571).
- PANNIER. — Attribution des indemnités d'assurances et de quelques autres indemnités. Paris, 1889.
- PLANIOU et RIPERT. — Traité de Droit civil, Paris, 1926, tome 2.

THESES CONSULTEES

- BAUGÉ. — De l'attribution des indemnités d'assurance de responsabilité. Rennes, 1926.
- BOUTROLLE. — L'assurance de responsabilité. Paris, 1911.
- BOUDIN. — L'assurance de responsabilité et le droit des tiers. Paris, 1911.
- DELMAS. — Etude de l'assurance de responsabilité. Paris, 1923.
- DUBOIS. — Le lien de droit entre le tiers lésé et l'assureur, Paris, 1928.
- SOLUS. — L'action directe et l'interprétation des articles 1753, 1798 et 1994 du Code civil, Paris 1914.
- STÉFANI. — L'assurance des fautes. Paris, 1923.

PERIODIQUES ET REVUES

- Revue trimestrielle de Droit civil.*
- Recueil de la Gazette du Palais.*
- Dalloz* : Recueil périodique et critique de législation et de jurisprudence.
- Sirey* : Recueil général des lois et arrêts.
- Journal des Assurances.*
- Recueil périodique des assurances.*
- Annales de Droit commercial.*
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

Première Partie

EVOLUTION JURISPRUDENTIELLE	17
-----------------------------------	----

Chapitre Premier

REMÈDES APPORTÉS A LA SITUATION DE LA VICTIME (abstraction faite des dispositions contenues dans les lois de 1889, 1898 et 1913).....	19
---	----

Absence de privilège. Absence d'action directe. Impossibilité pour la victime d'appeler l'assureur en garantie: interprétation des clauses de la police. Résultats auxquels aboutit la jurisprudence. Prétention des Compagnies de ne verser qu'un dividende au cas de faillite de l'assuré. Procédé permettant à la victime de transiger avec l'assurance au cas de faillite de l'assuré

Chapitre Deuxième

LES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES SPÉCIALES. LEUR INTERPRÉTATION PAR LA JURISPRUDENCE	41
<i>Section I.</i> — Loi du 19 février 1889 (risques locatifs et recours des voisins)	41
<i>Section II.</i> — Garanties accordées par les lois des 9 avril 1898 et 31 mars 1905 à l'ouvrier victime d'un accident du travail.....	54
Description de la situation antérieure à la loi de 1898. Innovations apportées par cette loi.	

	Pages
<i>Section III. — Etude de la loi du 28 mai 1913. Para-</i> <i>graphe 8 de l'art. 2102 Code civil.....</i>	61
Admission par la Cour de Cassation du droit d'ac- tion directe de la victime contre la Compagnie d'assurances.	

Deuxième Partie

DROITS DE LA VICTIME CONTRE L'ASSUREUR	71
a) Faculté pour la victime d'assigner l'assureur en même temps que l'assuré.....	71
b) Une clause de la police interdisant la mise en cause de l'assureur est inopposable à la victime.	74
c) Rapports existant entre l'obligation du responsa- ble et celle de l'assureur envers la victime.....	75
d) Les déchéances opposables à l'assuré par l'assu- reur sont-elles opposables au tiers lésé?	76
e) La victime pourrait, semble-t-il, faire à la place de l'assuré les déclarations que ce dernier tarderait ou négligerait de faire	82
f) Le tribunal correctionnel est-il compétent pour statuer sur l'action directe lorsque l'auteur de l'accident est l'objet de poursuites répressives ?.	82
g) Comment s'éteint l'obligation de l'assureur vis-à- vis de l'assuré ?	84

Troisième Partie

<i>Chapitre premier. — THÉORIES INVOQUÉES POUR JUS-</i> <i>TIFIER LE DROIT DIRECT</i>	87
1. <i>Théorie fondée sur la volonté des parties. (Stipu-</i> <i>lation pour autrui).....</i>	87
2. <i>La délégation donnée comme base à l'action</i> <i>directe. Critique</i>	91
<i>Chapitre deuxième. — CRITIQUE DU DROIT DIRECT....</i>	95
Recherche d'un fondement rationnel du droit direct	95

	Pages
<i>Première section.</i> — Droits conférés au créancier direct. Comparaison de l'action directe conférée à la victime d'un accident avec les actions directes des articles 1753, 1798 Code civil.....	99
<i>Deuxième section.</i> — Nature juridique et effets de l'action directe	109
<i>Paragraphe 1^{er}.</i> — Nature juridique	109
Simple transfert légal de créance. Rapprochement avec la saisie-arrêt. Le privilège réalise un transfert de créance qui confère une action personnelle et directe au créancier privilégié.	
<i>Paragraphe 2.</i> — Effets de l'action directe.....	114
1. A l'égard de l'assuré.....	114
2. A l'égard de l'assureur	116
3. A l'égard des autres créanciers.....	118
4. Effets du jugement à l'égard de l'assuré.....	122
5. Effets du jugement à l'égard de l'assureur.....	123
CONCLUSION	125

Imprimerie « La Typo-Litho » -- Alger.



